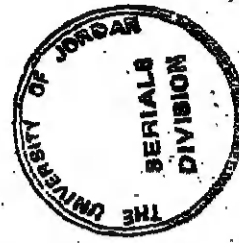


Radio-Télévision Le Monde



QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14778 - 7 F

DIMANCHE 2 - LUNDI 3 AOÛT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Défense européenne et neutralité

LA Commission européenne a rendu, vendredi 31 juillet à Bruxelles, un avis favorable à la demande d'adhésion de la Suède à la Communauté. Sur le plan purement économique, cette intégration devrait se faire presque en douceur : l'industrie de ce pays est dominée par une poignée de groupes multinationaux, qui même s'ils connaissent aujourd'hui des jours grisés, sont déjà solidement implantés en Europe. D'autre part, depuis l'adoption de l'acte unique, Stockholm s'emploie à se conformer à l'acquis communautaire.

Si des problèmes apparaissent, ce sera sur le terrain de la politique étrangère et de défense commune, telle qu'elle est envisagée dans les accords de Maastricht. La Commission dit bien dans son rapport qu'il est exclu que de nouveaux États-membres - et les neutres sont les premiers visés - fassent le traité, chacun à sa façon, et réclament des dérogations sur tel ou tel point. La Suède, par exemple, veut-elle revenir sur sa politique de neutralité traditionnelle reposant sur une défense relativement forte ?

APRÈS les grands chambardements en Europe, ce refus d'appartenir à des alliances militaires n'est plus aussi évident qu'avant Gorbatchev. La question est largement débattue à Stockholm, mais aucun responsable, pour des raisons politiques intérieures, n'ose proposer carrément l'abandon de la neutralité. Ce serait automatiquement renforcer le déjà puissant courant du non à la CEE et le gouvernement de centre droit préfère donc rester évasif. A ses yeux, une défense européenne commune ne verra pas le jour avant peut-être vingt ans, et certains vont même, en privé, jusqu'à dire qu'il ne faut pas prendre trop au sérieux ce « gadget » franco-allemand...

A ce propos, le chef d'état-major des armées suédoises, le général Bengt Gustafsson - estimé notamment que tout risque de crise d'envergure dans le nord de l'Europe n'étant pas à écarter du fait des désordres de la Russie et de la proximité de la région de Saint-Petersbourg - vient de relancer l'idée d'une alliance militaire nordique. Celle-ci entraînerait des relations équilibrées avec la Communauté, les États-Unis et la Russie voisine, ce qui, à ses yeux, garantirait la stabilité de la région. L'idée, qui avait sous une autre forme déjà capoté dans les années 80, a été fraîchement accueillie. A Oslo comme à Copenhague, on a fait remarquer au général suédois que le Danemark, la Norvège et l'Islande étaient déjà membres de l'OTAN et que, pour eux, une alliance suffirait.

Si la Suède et la Finlande - candidate également à la CEE - paraissent si réticentes à s'engager sur la voie d'une « armée européenne », c'est également parce qu'elles doutent de la volonté des Européens de venir leur prêter main-forte en cas de conflit dans leur région. Elles pensent, non sans raison (Helsinki se souvient des belles paroles d'encouragement que Paris et Londres lui avaient adressées au début de la deuxième guerre mondiale...), qu'elles sont les mieux placées pour défendre leurs territoires respectifs et qu'un certain « égoïsme » national est ainsi justifié par rapport à l'Union européenne.

Dans son « avis » favorable, la Commission de Bruxelles a raison de demander des assurances à Stockholm, mais elle devrait peut-être aussi souligner, d'une façon explicite, que les Douze sont prêts à prendre leurs responsabilités en cas de crise dans la zone nordique. Ainsi, le cas de la Suède illustre les problèmes que soulève l'extension de la Communauté.

Lire page 5 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

M0148 - 0803 0 - 7 00 F



Deux ans après l'invasion du Koweït

L'ONU estime avoir démantelé les principales armes de l'Irak

Deux ans après l'invasion du Koweït, Bagdad clame à nouveau que l'émirat fait partie du territoire irakien et multiplie les entraves à l'application des résolutions des Nations unies. Le chef de la Commission spéciale de l'ONU, chargée du désarmement de l'Irak, M. Rolf Ekeus, estime que l'élimination des armes de destruction massive est très avancée mais redoute, pour l'avenir, les possibilités d'un

réarmement dans ce domaine. Vendredi 31 juillet, le président Saddam Hussein, dont l'entreprise de reconstruction du pays est un autre défi, a reçu de Washington un nouvel avertissement avec l'annonce de l'envoi prochain de 2 400 militaires américains au Koweït. La date de ces manœuvres, prévues dans le cadre d'un accord de défense, a été avancée de deux semaines.

Mais beaucoup reste à faire...

NEW-YORK (Nations unies)
correspondance

M. Rolf Ekeus en est convaincu : l'Irak est pratiquement désarmé, mais ce n'est certainement pas grâce aux bombardements de la coalition alliée durant la guerre du Golfe. Le diplomate suédois chargé du désarmement de l'Irak semble même prendre plaisir à affirmer que l'opération « Tempête du désert » a bien pu contribuer à éliminer l'arsenal des armes les plus redoutables du régime de M. Saddam Hussein. « Avec tout le respect et l'admiration que j'ai pour les alliés, je constate qu'ils n'ont pas réussi à détruire grand-chose, ni les missiles Scud, ni les armes nucléaires, ni même le programme nucléaire », nous a-t-il dit. Et d'ajouter : « La Commission spéciale a montré

avec grand succès que c'est grâce aux inspections qu'on a réussi à désarmer l'Irak. Mais les recherches continuent. »

M. Ekeus a peut-être oublié de mentionner, comme le rappellent certains diplomates occidentaux, que sans la guerre la commission spéciale n'aurait pas existé, puisqu'elle a été créée à la suite de la résolution 687 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée le 3 avril 1991 et instaurant le cessez-le-feu. Ce texte dispose que l'Irak doit accepter l'élimination, sous supervision internationale, de toutes ses armes de destruction massive d'une portée supérieure à 150 kilomètres. La tâche de la commission que dirige M. Ekeus a été élargie par le Conseil en trois phases : inspections et enquêtes, destruction et contrôle, et vérification continue, à long

terme, visant à « s'assurer que l'Irak ne se dot pas de nouvelles armes prohibées ». C'est cette dernière clause qui dérange le plus Bagdad, pour qui les plans établis à cet effet par la commission sont « illégaux ». Les dirigeants irakiens continuent de refuser de fournir les documents permettant de déterminer l'étendue de ses recherches.

Le 19 avril 1991, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, a désigné M. Ekeus à la tête de la commission spéciale. Celle-ci, selon la résolution 687, doit coopérer de près avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), présidée par un autre Suédois, M. Hans Blix.

AFSANE BASSIR POUR
Lire la suite
et ses informations page 3

Le procès des responsables de la transfusion sanguine

Quatre ans de prison requis contre le docteur Garretta

Dans le procès des responsables de la transfusion sanguine, à Paris, le ministère public a requis, vendredi 31 juillet, une peine de quatre ans d'emprisonnement et une amende de 500 000 francs contre le docteur Michel Garretta. Il s'agit des maxima prévus par la loi sur les fraudes. Le substitut a requis quatre années avec sursis et 100 000 francs d'amende contre le docteur Jean-Pierre Alein, quatre années avec sursis contre le professeur Jacques Roux et deux années avec sursis contre le docteur Robert Netter.



Lire page 6 l'article de LAURENT GRELSAMER

LES FINS D'EMPIRES

12. - La horde croisée à Constantinople, par MICHEL KAPLAN. page 2

HEURES LOCALES

L'île d'Yeu a conquis les touristes. Elle subit maintenant le rancun de la gloire. Lire page 7 l'article de MARTINE VALO

Egalement au sommaire
■ Compétition pour l'Europe.
■ La ville de Metz contre ses femmes de ménage.

Potions olympiques

Le soupçon de dopage pèse sur plusieurs champions
à l'occasion des premières épreuves d'athlétisme à Barcelone

BARCELONE

de notre envoyé spécial
Les conférences de presse qui suivent les compétitions olympiques se transforment rapidement en tribunal. Vendredi 31 juillet, les trois lauréats du concours de lancer du poids, venus narrer leurs exploits, ont dû concevoir une certaine déception de l'accueil que leur ont réservé les journa-

listes. Leur médaille au cou, ils ne s'attendaient sans doute pas à devoir s'expliquer sur leur passé, comme dans une salle d'audience.

Leur renommée toute fraîche n'était pas celle qu'ils devaient espérer. C'est que le premier podium d'athlétisme de Barcelone, celui sur lequel ils venaient de monter, marquait sans doute l'histoire olympique. Pour la pre-

mière fois, les trois athlètes récompensés ont déjà tous purgé une peine de suspension pour dopage.

Médaille d'or, l'Américain Jim Stulce a été écarté des stades pendant deux ans.

JÉRÔME FENOGLIO

Lire la suite page 9
et les articles
de nos autres envoyés spéciaux
pages 8 et 9

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or : marché nerveux. ■ Marché international des capitaux : vers un assèchement du marché de l'éco ? ■ Matières premières : espoirs mesurés pour le cacao. ■ Marché monétaire et obligataire : le syndrome de Maastricht. page 15

LOIN DES CAPITALES

Le monde à part de l'euro-région à Bruxelles. page 4

Le sommaire complet se trouve page 16

LE MONDE diplomatique

Août 1992

- ALGÉRIE : Vers une économie de guerre, par Larbi Talha. - Pactiser avec les islamistes ? par Luc-Willy Deheuve. - Les somnambules, les affairistes et les inquisiteurs, par Jean-Louis Hurst.
- YOUGOSLAVIE : Le matin des tribus, par Ignacio Ramonet. - La dérive d'une Croatie « ethniquement pure », par Catherine Samary.
- RUSSIE : La Fédération menacée par les « émissaires du rouble », par Jaurès A. Medvedev. - Moscou, cœur d'un nouvel empire de la drogue, par Alexandre Datskevitch et Dimitri de Kochko.
- IRAN : L'heure de la reconstruction tarde à venir, par Laurent Lamotte.
- SOCIÉTÉ : Enlèvements d'enfants et trafic d'organes, par Maïté Pinero.
- MÉDIAS : Les séries américaines dépriment M. Bush, par Serge Halimi. - Un spectacle, les procès télévisés, par Yves Etudes.
- GUYANE : Danger d'explosion, par Maurice Lemoine.
- UN ETHNOLOGUE A EURO DISNEYLAND, par Marc Augé.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

CHEZ LES PEINTRES

La fureur de Joan Mitchell

De Chicago aux bords de la Seine,
la recherche d'une indépendance absolue

par Philippe Dagen

Tout est abrupt chez Joan Mitchell, la faiblesse en haut de laquelle elle habite et son caractère, les degrés qui montent chez elle et sa parole. De la route, on ne voit rien de sa villa, hors un portail de fer orné d'une tête de chien-loup et d'un avertissement : « Je monte la garde ». Les chiens sont morts et l'on gravit avec moins d'inquiétude les escaliers taillés dans la falaise de silex et de craie, à l'ombre des buis.

La terrasse ombragée d'un immense tilleul et la villa sont en haut, et l'atelier encore plus haut, au bout d'un autre gazon pentu

entouré d'une clôture. De la terrasse, la vue porte loin, au-dessus du méandre de la Seine, sur la campagne et le long des falaises blanches que le fleuve a creusées. Monet a peint en bas, dans le village. Il habitait une simple maison au bord de la route. Celle de Joan Mitchell est à l'aplomb du monument historique, aussi vaste qu'il est petit, trop vaste peut-être. Une famille de la grande bourgeoisie française en avait fait l'une de ses résidences secondaires, avant que le peintre ne s'y établisse, à la fin des années 60. Aussi présente-t-elle tous les fastes et agréments d'un manoir patricien, tour d'angle, colonnes de stuc peintes en faux marbre, escaliers imprévisibles, bibliothèque dans la tour suspendue au-dessus du paysage et salle de billard à grande cheminée.

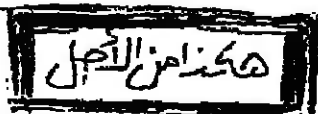
Peu de meubles à l'intérieur cependant, aucun appareil de confort ni de luxe, mais des tableaux dans les couloirs, dans

l'escalier, partout, œuvres de Joan Mitchell et de ses amis, Sam Francis ou Shirley Jaffe. Dans la bibliothèque, le plus précieux de sa collection : un pastel de De Kooning, étude pour une *Woman*, et un dessin de Matisse, autre nu de femme, posés entre les rayonnages de livres. Devant le Matisse rampe une vipère naturalisée, fixée dans un paralipède de plastique transparent - étrange association d'objets. Près de la porte, un atelier d'une dizaine de fusils de chasse de grandes marques - finisse note ou trop juste symbole.

Pour atteindre l'atelier, un ancien pavillon au fond du parc, il faut traverser la cuisine, gravir encore des marches et monter à travers une pelouse. La pièce est de taille assez réduite. Devant les fenêtres, des toiles tendues pour se défendre contre la lumière du sud.

Lire la suite page 11

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4 500 DA ; Argentine, 8 000 P ; Belgique, 250 BF ; Brésil, 400 R\$; Canada, 2 250 C\$; Chili, 1 000 U\$; Espagne, 100 PTA ; États-Unis, 2 200 \$; France, 200 F ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1 200 S ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2 75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KR ; Suisse, 1 500 S ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2 50 S.



LES FINES D'EMPIRES

Le 13 avril 1204, les Croisés d'Occident en route vers la Terre sainte prennent d'assaut et pillent la plus grande ville chrétienne du monde, l'antique Constantinople. Ce sac leur ouvre d'éphémères empires latins d'Orient. Il conforte surtout la fortune de Venise et, à terme, fait le lit des Turcs. L'Empire de Byzance, lui, va mourir, mais debout.

Par MICHEL KAPLAN

Quiconque visite le trésor de la basilique Saint-Marc de Venise tombe en admiration devant la splendeur des croix, calices ou reliquaires, sans toujours se demander comment ils se trouvent rassemblés en cet endroit. Pour une bonne part, comme le célèbre quadrige qui orne la façade de la basilique, ils n'ont pas été achetés. Ils proviennent du pillage de Constantinople.

Le 13 avril 1204, les chevaliers croisés, partis reconquérir sur les musulmans le tombeau du Christ, ont en effet pris d'assaut la plus grande des villes chrétiennes, peuplée de plus de 400 000 habitants. Ils réussirent là où les plus célèbres envahisseurs - Avars, Arabes, Bulgares ou Russes - ont échoué. Pour la première fois, les murailles construites par Constantin au début du quatrième siècle, agrandies et doublées par Théodose II au début du cinquième, réputées infranchissables, même s'il fallait parfois faire confiance à l'intercession de la Vierge, patronne de la cité, ont laissé passer l'envahisseur. Durant trois jours, les vainqueurs ont pillé cette cité d'une richesse fabuleuse.

Cinquante-sept ans plus tard, appuyé par les Génois, Michel VIII Paléologue va reconquérir sa capitale. Mais l'Empire restauré n'est plus que l'ombre de lui-même et une longue agonie commence. Le 29 mai 1453, par la brèche qu'a ouverte l'artillerie du sultan dans des murailles que depuis des décennies l'on n'a plus les moyens d'entretenir, les Turcs de Mehmet II mettront définitivement fin à plus de onze siècles d'histoire d'un Empire. La ville où ils pénétreront, dans l'indifférence de l'Occident, à peine peuplée de 50 000 habitants, n'était plus qu'un fantôme. Car ni l'Empire byzantin ni sa capitale ne se sont jamais remis du coup porté en 1204 par les Croisés.

Au départ, pourtant, la quatrième Croisade retrouve les accents des origines, ceux d'Urban II à Clermont en 1095 et de saint Bernard à Vézelay en 1147. Tandis que la deuxième et la troisième Croisades étaient animées par les plus puissants souverains d'Occident, l'initiative de la quatrième revient au pontife qui incarne l'apogée de la papauté, Innocent III. A peine élu, en août 1198, il a envoyé ses légats dans tous les azimuts demander des contingents aux nobles et aux villes et une contribution générale au clergé. L'argumentation des prédicateurs enflammés reste exclusivement religieuse : il s'agit toujours d'aller délivrer le tombeau du Christ. Mieux encore : les souverains refusent de participer à l'entreprise cette fois-ci, ce qui dissipe les soupçons d'intrigue politique.

Le premier à prendre la croix, en novembre 1199, est le comte de Champagne, Thibaud, bientôt rejoint par Simon de Montfort, Baudouin de Flandre, et de nombreux autres. Au début de 1200, une centaine de compagnies fortes de 80 à 100 hommes sont ainsi prêtes. Soucieux de se rendre le plus rapidement possible en Terre sainte, les Croisés optent pour la voie maritime. Encore faut-il trouver des navires, que seules peuvent fournir les Républiques maritimes italiennes. Or Gênes et Pise sont occupées à se battre. Ne reste par conséquent que la plus riche et la mieux implantée en Orient, Venise. Mais la cité de l'Adriatique n'est nullement nue par l'idéal de la Croisade et elle propose donc un contrat de transport pour 4 500 chevaliers, 9 000 écuysers et 20 000 fantassins moyennant 85 000 marcs d'argent : le prix est raisonnable, mais s'accompagne du partage des futures conquêtes. De plus, l'objectif, gardé secret, n'est pas la Terre sainte, mais l'Égypte des sultans ayyubides, principale menace sur la Palestine ; détournement infime sans doute, mais détournement tout de même.

Un an plus tard, en juin 1202, les premiers Croisés commencent à se rassembler sur l'île Saint-Nicolas (l'actuel Lido). Mais il y a eu beaucoup de défections, et nombre de guerriers ont préféré partir par eux-mêmes ; un tiers seulement de l'effectif est présent. Malgré l'appui financier de l'ordre de Cîteaux, il manque 34 000 marcs. Impatients de partir, harassés de chaleur, les chevaliers, commandés par Boniface de Montferat, acceptent alors la proposition du vieux doge Enrico Dandolo : un délai de paiement contre la prise de la ville dalmate chrétienne de Zara, anciennement vénitienne, mais pour lors sous l'autorité du roi de Hongrie. Les navires lèvent enfin l'ancre. La masse des petits chevaliers, persuadés de partir pour la Croisade, entonnent le *Veni Creator*, et seuls les chefs sont au courant de la destination réelle. Si bien qu'arrivés devant

Zara, certains Croisés refusent de combattre. Pourtant, le 24 novembre 1202, cette cité chrétienne est prise et mise à sac. Innocent III excommunique aussitôt Vénitiens et Croisés, mais le détournement de la Croisade a reçu un commencement de mise en pratique.

Alors entrent en jeu les intrigues internes à l'Empire byzantin. En 1195, Alexis III Ange a déposé son frère Isaac II. Or ce dernier a donné sa fille Irène en mariage au souverain germanique Philippe de Souabe. Lequel soutient activement la tournée de propagande qu'a entreprise le frère d'Isaac, un autre Alexis, et réussit à persuader les Croisés, encouragés par le doge vénitien Dandolo, d'accepter les mirifiques propositions du Byzantin : les habitants de Constantinople n'attendent que son arrivée et quand Isaac aura retrouvé son trône, il leur fournira 200 000 marcs et une troupe de 10 000 hommes pour poursuivre la Croisade. Avec, en prime, pour amadouer Innocent III tou-

avoir peur de donner l'assaut aux Grecs, car ils étaient des ennemis du Seigneur Dieu.

Le 12 avril, tandis que, de son navire, le vieux doge, quasi aveugle, donne les ordres, les Croisés parviennent à s'emparer d'une poterne et déclenchent un incendie ; le 13 au matin, la résistance s'effondre, Alexis V Murzuphle s'enfuit ; le dernier carré, autour de Théodore Laskaris couronné à la hâte, tente une ultime résistance, puis s'enfuit pour l'Asie Mineure. C'est la curée.

La description d'un témoin, le métropolite d'Éphèse Jean Masarites, confirmée par des chroniqueurs croisés comme Villehardouin, se passe de commentaire : « Alors, de partout, les places, les maisons à deux ou trois étages, les établissements sacrés, les couvents, monastères d'hommes et de femmes, les divins sanctuaires et même la Grande Église de Dieu (Sainte-Sophie), le palais impérial furent envahis de guerriers, porte-glaives privés de raison qui respiraient le meurtre. Les saintes images, murales ou mobiles, du Christ, de

Croisade, Urban II proclame explicitement vouloir secourir les frères orientaux contre les Turcs. L'accord se fait d'ailleurs au départ pour que Byzance aide les Croisés à reconquérir Jérusalem, avec restitution à l'Empire des territoires amachés aux Turcs. De plus, Venise, dont la flotte supplée les insuffisances de la marine impériale, est le principal allié de l'empereur Alexis I^{er} Comnène (1081-1118), en échange de l'exemption des droits de circulation sur les marchandises ; les Vénitiens s'installent en nombre à Constantinople, où leur présence semble bien accueillie ; les Grecs se rendent à la messe dans les églises des Latins, et réciproquement.

Pourtant, la première Croisade a fait naître le malentendu. Il a d'abord fallu empêcher les Croisés de piller sur leur passage, puis les forcer à prêter serment. L'appui byzantin aux chevaliers occidentaux s'est fait très vite plus que discret, justifiant aux yeux des Croisés de ne pas rendre à Byzance la seconde ville de l'Empire enfin recon-

12. - La horde croisée à Constantinople



La conquête de Constantinople, tableau de Palma il Giovane (1544-1628).

Quand les navires lèvent l'ancre, les petits chevaliers, persuadés de partir pour la Croisade, entonnent le « Veni Creator ». Seuls les chefs sont au courant de la destination réelle.

jours réticent et qui maintient son opposition, la promesse d'une réunion des églises dans le giron romain.

Le 23 juin 1203, les Croisés arrivent devant Constantinople. A leur grande surprise, ils constatent que les Byzantins n'attendent pas Alexis. Avec les Vénitiens, ils donnent donc l'assaut : les hommes du doge, qui connaissent le terrain, s'infiltrent dans la ville et ouvrent les portes ; le 17 juillet, Alexis III s'enfuit ; Isaac II est tiré de prison et son fils, couronné co-empereur, devient Alexis IV. Reste à exécuter le traité, sous la menace des armées croisées.

Quelques années plus tôt, le versement de 200 000 marcs d'argent, soit quelque 10 000 livres d'or, n'eût pas posé de problème. Mais Alexis III s'est enfui avec ses trésors, et le nouveau pouvoir, qui ne contrôle pas le territoire byzantin, doit lever cette somme sur la région de Constantinople. Or le peuple de la capitale est bien incapable de fournir une somme pareille ; aristocrates et églises refusent de payer. Rapidement, le peuple de la cité s'insurge contre ce qu'il assimile à une occupation et crie son refus de la soumission à l'Église romaine. Le faible empereur est incapable de lui imposer sa politique. Le 29 janvier 1204, un haut fonctionnaire, Alexis Murzuphle, se fait couronner empereur ; Isaac II meurt, Alexis IV est exécuté. Excessivement confiant dans les défenses de sa ville ou simplement inconscient, le nouvel Alexis V défie les Latins, chez qui les derniers événements ont fait taire les derniers scrupules.

Le 9 avril 1204, l'assaut commence. Un premier échec relance les réticences de ceux qui étaient venus aider un empereur chrétien à retrouver son trône et hésitent à ruiner une ville chrétienne, d'autant que le pape reste formellement hostile. Pourtant, le dimanche 11 avril, selon Robert de Clari, « les évêques prêchèrent des sermons au travers du camp et montrèrent aux pèlerins que la bataille était légitime, car les Grecs étaient traités et meurtriers, déloyaux puisqu'ils avaient assassiné leur seigneur légitime : ils étaient pires que les juifs. Les évêques disaient qu'ils absorbaient, de par Dieu et le Pape, tous ceux qui donneraient l'assaut, et ils commandèrent aux pèlerins de se confesser, de communier fort bien, et de ne pas

la Mère de Dieu et des saints, qui, depuis l'éternité, plaisaient à Dieu, ils les jetèrent à terre. Ils profanèrent les sanctuaires et les églises, arrachèrent les enfants aux mères et les frères aux frères, violentèrent sans honte les vierges dans les enceintes sacrées, sans craindre le châtiement divin ni la vengeance des hommes. Ils torturaient les moines, les frappaient du poing, leur foulaient le ventre de leurs talons, roulaient de coups ces corps vénérables. Ils versaient le sang mortel sur les saintes tables. Tel était le respect des choses de Dieu de ceux qui portaient sur leurs épaules la Croix du Christ ! Ainsi leurs propres évêques leur avaient appris à se conduire ».

Tandis que le reste des forces byzantines se regroupe autour de Théodore Laskaris au nord-ouest de l'Asie Mineure, formant l'Empire de Nicée, Vénitiens et Croisés exécutent le partage prévu à la veille de l'assaut. Venise reçoit « le quart et demi » de l'Empire, essentiellement dans les régions maritimes, notamment la Crète, l'Ébée et les principales îles ioniennes et égéennes. L'Empire latin de Constantinople en reçoit le quart et échort à Baudouin de Flandre. Boniface de Montferat se taille un royaume autour de Thessalonique, dont dépendent duché d'Athènes et principauté de Morée ; qui recouvre le Péloponnèse. A la place d'un Empire certes affaibli, mais encore une grande puissance, se met en place une mosaïque de forces médiocres. En définitive, la quatrième Croisade, outre la fortune de Venise, fait le lit des Turcs.

Certes, depuis des siècles, les deux moitiés de la chrétienté s'éloignent irrésistiblement l'une de l'autre. Les Occidentaux ne savent plus le grec, et le latin est devenu pour les Byzantins un objet d'archéologie. La naissance d'un Empire en Occident en 800 est regardée avec soupçon, d'autant que la papauté, qui faisait traditionnellement le lien entre Orient et Occident, se tourne vers les Carolingiens, puis vers les empereurs germaniques. La lutte est chaude pour la conversion des Slaves, gagnée au nord par Rome et au sud par Byzance. Ainsi aboutit-on, en juillet 1054, à la double excommunication entre les légats du pape et le patriarche Michel Cérulaire.

Pourtant l'événement passe quasiment imperçu sur le moment, même à Rome, car, pour la papauté, l'Empire d'Orient continue d'incarner la chrétienté orientale. En prêchant la première

quise, Antioche. Par la suite, les principautés franques d'Orient ont souvent eu le sentiment que l'Empire n'hésitait pas à s'entendre avec les Turcs contre elles.

Les avantages commerciaux consentis aux Vénitiens, puis, au cours du XII^e siècle, à d'autres Italiens, aboutissent à une véritable colonisation italienne à Constantinople. Le petit peuple, comme les boutiquiers, jaloux de la réussite des Occidentaux, développe un vigoureux sentiment antilatin. En 1171, les Vénitiens sont chassés de l'Empire, ce à quoi d'ailleurs les autres Italiens applaudissent discrètement. Et en mai 1182, les Latins de Constantinople sont massacrés et leurs maisons mises à sac. Dès 1185, les Vénitiens ont certes retrouvé leurs positions dans la capitale, mais ils n'ont plus confiance dans les Byzantins et rêvent d'installer sur les rives du Bosphore un pouvoir qui, leur devant tout, leur sera totalement favorable.

Par ailleurs, la conscience byzantine se cristallise sur l'originalité religieuse. Le schisme n'était, en 1054, qu'une querelle de prélat ; il devient un phénomène de masse. L'idée qui, à Rome, sous-tend la réforme grégorienne, la « liberté de l'Église », la séparation du domaine spirituel d'avec le temporel et la supériorité du premier sur le second, est aussi étrangère aux Byzantins que l'idée de croisade. Car c'est l'idée d'universalité qui fait partie de la conscience existentielle des Byzantins, et celle-ci s'exacerbe d'autant plus que la réalité politique s'en éloigne. Il ne pouvait par conséquent être question ni de céder devant les exigences d'un pape pourtant bien disposé, ni de rendre le pouvoir à un prétendant qui, profitant de l'affaiblissement d'un pouvoir impérial mis en coupe réglée par un système familial qui l'importait sur l'idée de l'État, arrivait dans les fougères de l'Occident.

L'Empire byzantin va mourir, mais debout.

POUR EN SAVOIR PLUS

- *Les Croisades*, de Cécile Morrisson, PUF, 1969.
- *Les Croisades*, de Michel Balard, MA Éditions, 1988.
- *L'Orient des Croisades*, de Georges Tate, Gallimard, collection « Découvertes », 1991.

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Prochain épisode : « Le rêve brisé de Frédéric II », par Michel Sot

ÉTRANGER

Deuxième anniversaire de l'invasion de l'émirat

Les Etats-Unis avancent la date de leurs manœuvres militaires au Koweït

Dans le but de «montrer l'engagement des Etats-Unis à assurer la sécurité et la stabilité dans la région du Golfe persique» deux ans après l'invasion du Koweït par l'Irak, le gouvernement américain a annoncé, vendredi 31 juillet, qu'il s'apprêtait à envoyer 2 400 militaires au Koweït au cours des prochaines semaines, pour un exercice d'entraînement. Des soldats appartenant à des unités d'infanterie et de blindés de Fort Hood (Texas) et une unité des forces spéciales de Fort Campbell (Kentucky) ont reçu l'ordre de se prépa-

rer, a précisé le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams.

Prévues de longue date pour le mois de septembre, dans le cadre de l'accord de défense conclu après la guerre du Golfe, ces manœuvres ont été avancées en raison de la récente crise entre l'Irak et les Nations unies à propos de l'inspection du ministère de l'Agriculture à Bagdad. «Même si la situation a été réglée, nous avons décidé de continuer», a dit M. Williams. Cette mesure fait suite à la décision de Washington

d'envoyer une batterie de missiles anti-Scud Patriot au Koweït et une autre à Bahrein. L'US Navy et des unités des marines doivent en outre participer à des exercices avec les forces koweïtiennes à partir de la semaine prochaine. Les soldats de l'armée de terre doivent, eux, commencer à arriver dans l'émirat au même moment, mais la totalité des troupes n'y sera pas avant la fin du mois.

Dénouant la dernière décision comme un acte de «provocation», l'Irak a renoué avec son dis-

cours d'avant la guerre du Golfe en désignant le Koweït comme «une partie du territoire irakien». Vendredi, le quotidien *Al-Qadisiya*, publié par le ministère de la défense, affirmait que les dirigeants américains, britanniques et koweïtiens «ne peuvent modifier la réalité géographique», ni «changer ce que l'histoire a déterminé il y a des siècles», à savoir l'appartenance de l'émirat à l'Irak. La télévision diffuse depuis le début de juillet une émission tendant à prouver cette thèse. (AFP, Reuters.)

M. Saddam Hussein reconstruit

L'embargo, les sanctions et les menaces d'intervention n'y ont rien fait. A marche forcée et en réprimant brutalement toute contestation, le président Saddam Hussein a entrepris de reconstruire l'infrastructure de son pays dévastée par les bombardements de la coalition allée durant la guerre du Golfe. La population bénéficie, certes, de ces grands travaux, mais, disent de nombreux opposants exilés, nul n'est dupe à Bagdad ni ailleurs : tout est mis au service des ambitions d'un homme, qui, même vaincu, n'acceptera jamais de déclarer forfait. Refaire l'Irak envers et contre toutes les difficultés est l'un des défis qu'il lance à la face du monde. Et la presse, entièrement contrôlée par le régime, se charge de répéter un message, sans doute exagéré, à l'intention de l'Irakien moyen qui n'en peut mais.

La production actuelle varierait, selon des sources occidentales, entre 400 000 et 500 000 barils par jour, dont 50 000 sont exportés (en dépit de l'embargo) vers la Jordanie et le Liban. Le ministère irakien du pétrole a annoncé, à la mi-mai, avoir achevé les travaux d'installation d'un nouvel oléoduc d'une cinquantaine de kilomètres de long, reliant le port de Fao, au sud, au terminal pétrolier offshore de Mina-al-Bakr, dans le Golfe. La véritable problématique demeure la stockage, la quasi-totalité des réservoirs ayant été détruits.

Le gouvernement irakien a par ailleurs annoncé la construction d'un canal reliant Bagdad à Bassorah. Il a relancé les investissements dans les industries de consommation et promu un programme de bonification des terres. Au cours des dernières mois, la presse, principalement le quotidien *Al-Sawar*, a multiplié les annonces : projet de construction d'une nouvelle raffinerie de pétrole, restauration d'une centaine de bâtiments à Bagdad, redistribution de 200 000 dunam (1 dunam = 1 000 mètres carrés) de terres agricoles, projet d'adduction d'eau potable pour Bassorah, travaux de restauration des sanctuaires chiites de Najaf, etc.

«Oui, le gouvernement irakien reconstruit», admet M. Adib Al-Jaber, ancien ministre irakien de l'Industrie, qui préside aujourd'hui l'Organisation arabe des droits de l'homme, basée à Genève. «Mais la qualité de ces travaux laisse sceptique, non pas tant pour des raisons de coût, mais pour des raisons de qualité. Mais parce qu'il

s'agit de bricolage. Les pièces de rechange sont transférées d'un ouvrage à un autre, d'une usine à l'autre, et sont déjà usées. Sans oublier que l'Irak, quelles que soient les compétences humaines par ailleurs, n'est pas encore en mesure de réaliser certains travaux très pointus.»

«Vrai, remarquent certains irakiens exilés qui demeurent en contact permanent avec leurs familles, mais il n'y a pas que du bricolage. Le régime irakien, à qui toutes les portes de l'Occident étaient ouvertes dans les années 80, s'est constitué des stocks considérables de pièces détachées. Il s'est par ailleurs emparé d'un «butin» lors du pillage du Koweït. Et puis, les infractions à l'embargo, via non seulement la Jordanie, mais également la Syrie, l'Iran, la Turquie, voire l'Arabie saoudite, permettent à Bagdad d'importer, même si c'est en quantités limitées, des équipements interdits par l'embargo. Il est enfin désormais certain, selon ces mêmes sources, que M. Saddam Hussein s'est constitué à l'étranger d'importantes réserves en devises et en or, difficiles à chiffrer - les estimations varient entre 5 et 30 milliards de dollars - et qu'il a créé des sociétés écrans au nom de personnes privées, malgré la saisie des avoirs de l'Etat à l'étranger.

Les irakiens, affirme M. Al-Jaber, ne sont pas dupes, mais ils ne sont pas davantage satisfaits de l'attitude de la coalition allée, dont ils se sentent abandonnés. D'abord parce qu'ils sont les premières victimes de l'embargo, mais, surtout, parce qu'ils ne comprennent pas pourquoi le Conseil de sécurité, qui met tant de vertu à voir appliquée la résolution 687 sur la cessation-le-fu, ne met pas la même acharnement pour l'exécution d'une autre résolution, la 688, qui exige un arrêt de la répression contre le peuple irakien.

Le président Bush, de son côté, déclare d'abord qu'«aucune action militaire n'était envisagée». Quelques heures plus tard, il hausse le ton, promettant «des actions assurées la stabilité dans le pays, l'organisation d'élections libres et honnêtes en vue de constituer un conseil représentatif du peuple», les Etats arabes, consternés, faisant assaut de prudence. Seuls l'Algérie, le Maroc et le Liban condamneront immédiatement le coup de force, les autres pays arabes attendant encore quelques heures avant de se prononcer.

Plus significativement, Moscou, condamnant le coup de force et gelant ses livraisons d'armes à l'Irak, poursuit l'un de ses principaux clients. La redistribution des alliances consécutives à la fin de la «guerre froide» se manifestait, ici, par le fait que l'Irak, qui n'avait pas compris la nouvelle situation internationale, allait le payer très cher.

Le 2 août 1990, à l'aube

Le 2 août 1990 était un jeudi. La veille, les pourparlers ouverts à Djeddah (Arabie saoudite) pour tenter de rapprocher l'Irak du Koweït, accusé par Bagdad de lui voler son pétrole, d'empêcher sur son territoire et de pousser à la surproduction pour maintenir le prix du pétrole à un bas niveau, avaient été, faute d'accord, suspendus. Au même moment, la frontière était fermée entre les deux pays. Grâce à ses avions et à ses satellites d'observation, Washington, depuis plusieurs jours, y avait bien remarqué une concentration inhabituelle de troupes, mais sans, apparemment, en tirer de conclusion particulière : manœuvres, ultimes pressions...

A l'aube du 2 août, il fallut se rendre à l'évidence : les troupes de M. Saddam Hussein avaient traversé la frontière dans la nuit. En quelques heures, l'émirat, à peine plus gros que sa principale ville et capitale, était occupé. La surprise fut totale, et les quelques poches de résistance ne parvinrent pas à retarder l'avance des troupes irakiennes, appuyées par des blindés et par l'aviation. Seul revers dans ce Blitzkrieg du désert : malgré le bombardement de son palais, l'émir Jaber réussit à se réfugier en Arabie voisine.

Tandis qu'un «gouvernement provisoire du Koweït libre», selon une technique éprouvée en d'autres circonstances, ébauchait la responsabilité de l'appel aux troupes de Bagdad, promettant «des actions assurées la stabilité dans le pays, l'organisation d'élections libres et honnêtes en vue de constituer un conseil représentatif du peuple», les Etats arabes, consternés, faisant assaut de prudence. Seuls l'Algérie, le Maroc et le Liban condamneront immédiatement le coup de force, les autres pays arabes attendant encore quelques heures avant de se prononcer.

Le président Bush, de son côté, déclare d'abord qu'«aucune action militaire n'était envisagée». Quelques heures plus tard, il hausse le ton, promettant «des actions assurées la stabilité dans le pays, l'organisation d'élections libres et honnêtes en vue de constituer un conseil représentatif du peuple», les Etats arabes, consternés, faisant assaut de prudence. Seuls l'Algérie, le Maroc et le Liban condamneront immédiatement le coup de force, les autres pays arabes attendant encore quelques heures avant de se prononcer.

Plus significativement, Moscou, condamnant le coup de force et gelant ses livraisons d'armes à l'Irak, poursuit l'un de ses principaux clients. La redistribution des alliances consécutives à la fin de la «guerre froide» se manifestait, ici, par le fait que l'Irak, qui n'avait pas compris la nouvelle situation internationale, allait le payer très cher.

Mais beaucoup reste à faire...

Suite de la première page

Chargée d'inspecter les armements nucléaires, chimiques, biologiques et balistiques, la Commission a entamé sa première visite, le 15 mai 1991, et effectué depuis lors quarante-trois inspections - la dernière en date étant celle du ministère de l'Agriculture, les 28 et 29 juillet. Au total, depuis mai 1991, cinq cents sites ont été visités et des patrouilles aériennes ont été assurées par des hélicoptères de l'ONU, avec deux cents heures de vol.

Si la commission a beaucoup fait, il lui reste à l'évidence encore beaucoup à faire. De la part de Bagdad, sa tâche est compliquée par un constant refus de coopération et une dissimulation de l'informa-

tion. Mais à ce jour, l'Irak refuse d'autoriser la destruction du matériel associé à son programme de production de missiles balistiques.

- Armes chimiques : Bagdad a reconnu avoir été en possession de 15 000 obus équipés de charge chimique, et de 3 500 tonnes d'agents chimiques divers. Selon des experts, l'Irak a été le troisième plus grand producteur d'armes chimiques au monde, devant seulement par l'URSS et les Etats-Unis.

- Armes biologiques : la plupart des activités irakiennes dans ce domaine étaient concentrées sur la recherche. La commission n'a pas encore trouvé de preuve de production d'armes biologiques.



tion. Mais à ce jour, l'Irak refuse d'autoriser la destruction du matériel associé à son programme de production de missiles balistiques.

- Armes nucléaires : l'AIEA a découvert trois projets clandestins d'enrichissement d'uranium. Selon cette agence, l'Irak avait «un vaste programme de recherche nucléaire». Les autorités irakiennes refusent de fournir des renseignements sur ce programme et, surtout, rejettent toute vérification à long terme dans ce domaine.

Selon les termes du cessez-le-fu, l'Irak doit financer la destruction de ses principaux armements, et les résolutions 706 et 712 du Conseil de sécurité, outre qu'elles autorisent l'Irak à vendre une partie de son pétrole pour financer l'achat de vivres pour sa population, exigent également le financement par Bagdad des travaux de la commission spéciale. L'Irak n'ayant toujours pas accepté la vente d'une partie de son pétrole sous contrôle international, «la situation financière de la commission reste précaire», selon M. Ekus, et ses activités se poursuivent «grâce à la contribution en espèces ou en nature des Etats membres».

Un inspecteur russe, M. Nikita Smidov, se dit «extrêmement impressionné» par l'expertise irakienne dans le domaine des armes de destruction massive. «Ils ont créé un ensemble impressionnant, confie-t-il. L'Irak était beaucoup plus avancé qu'on avait pu le croire dans tous les domaines. Il était pratiquement autosuffisant en matière de missiles balistiques et, aussi pour le nucléaire...» «Très compétents», les spécialistes irakiens ont été formés «partout dans le monde». L'Union soviétique, bien sûr, mais aussi les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, la Pologne ont aidé les Irakiens, explique-t-il. Bagdad refuse formellement de présenter la liste des pays qui lui ont fourni des armes, se défiant, selon le dernier ministre des affaires étrangères irakien, de la «vengeance israélienne»...

AFSANÉ BASSIR POUR

Les limites d'une ambition

Le gouvernement irakien a par ailleurs annoncé la construction d'un canal reliant Bagdad à Bassorah. Il a relancé les investissements dans les industries de consommation et promu un programme de bonification des terres. Au cours des dernières mois, la presse, principalement le quotidien *Al-Sawar*, a multiplié les annonces : projet de construction d'une nouvelle raffinerie de pétrole, restauration d'une centaine de bâtiments à Bagdad, redistribution de 200 000 dunam (1 dunam = 1 000 mètres carrés) de terres agricoles, projet d'adduction d'eau potable pour Bassorah, travaux de restauration des sanctuaires chiites de Najaf, etc.

«Oui, le gouvernement irakien reconstruit», admet M. Adib Al-Jaber, ancien ministre irakien de l'Industrie, qui préside aujourd'hui l'Organisation arabe des droits de l'homme, basée à Genève. «Mais la qualité de ces travaux laisse sceptique, non pas tant pour des raisons de coût, mais pour des raisons de qualité. Mais parce qu'il

Le président Bush, de son côté, déclare d'abord qu'«aucune action militaire n'était envisagée».

LIBAN

Retour inopiné de M. Gemayel après un exil de quatre ans

A moins d'un mois des premières élections législatives au Liban depuis vingt ans, M. Amine Gemayel, ancien président de la République, hostile au gouvernement pro-syrien, est rentré, vendredi 31 juillet, inopinément au Liban, après un exil de quatre ans.

Il s'est aussitôt rendu auprès du patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, qui, comme lui, s'est prononcé contre le prochain scrutin en raison de la présence syrienne.

D'autre part, la communauté druze a décidé de suspendre la grève décrétée pour protester contre la prise de contrôle par l'armée de trois bâtiments, dans la région druze du Chouf (le Monde du 1^{er} août). M. Walid Joumblat, dirigeant druze qui a démissionné de son poste ministériel à cause de cette affaire, a déclaré souhaiter parvenir à un accord avec le gouvernement le plus rapidement possible. (AFP.)

EN BREF

■ ALGÉRIE : explosion d'une bombe près d'une mosquée. - Deux personnes ont été légèrement blessées par l'explosion d'une bombe vendredi 31 juillet, à l'heure de la grande prière hebdomadaire, près de la mosquée Salah Eddine El-Ayoubi, appelée «Kaboul», dans le quartier populaire de Belcourt à Alger. L'agence nationale APS a indiqué que l'explosion de l'engin - de faible puissance - avait endommagé un véhicule et provoqué des bris de vitres dans les immeubles environnants. (AFP.)

■ EGYPTÉ : plus de trois cents islamistes arrêtés. - Plus de trois cents intégristes ont été arrêtés en Egypte, dont onze dirigeants de l'organisation clandestine de la Jamaa islamia, ainsi qu'un Soudanais et un Egyptien, a rapporté, samedi 1^{er} août, le quotidien officieux *Al-Ahram*. Parmi les personnes arrêtées figurent onze membres de la direction de la Jamaa islamia, accusée d'être à l'origine des violences qui ont fait, en Haute-Egypte, une trentaine de morts depuis le mois de mars (le Monde du 30 juillet). (AFP.)

■ GRANDE-BRETAGNE : explosion de deux engins incendiaires dans la banlieue de Londres. - Deux engins incendiaires ont explosé, dans la nuit du jeudi 30 au vendredi 31 juillet, dans des magasins de Mil-

ton Keynes (banlieue nord-ouest de Londres), où une demi-douzaine d'autres engins identiques ont été découverts intacts, a indiqué la police. L'un des magasins a subi des dommages importants. Les policiers de la brigade anti-terroriste de Scotland Yard ont également contrôlé l'explosion de l'une de ces petites bombes incendiaires, afin d'en étudier le fonctionnement. Ces engins, a précisé la police, sont semblables à ceux utilisés récemment par l'IRA dans des centres commerciaux anglais et nord-irlandais. (AFP, AP.)

■ ITALIE : arrestation du chef du groupe socialiste au conseil municipal de Milan. - M. Loris Zaffra, ancien responsable syndical et dirigeant du groupe socialiste au conseil municipal de Milan, a été arrêté dans le cadre de l'enquête sur la corruption dans la capitale lombarde, a annoncé, vendredi 31 juillet, la police italienne. Membre de la direction nationale du Parti socialiste italien (PSI) et ancien adjoint de la municipalité de Milan chargé de la construction, M. Zaffra est accusé d'avoir perçu des dessous-table lors de la concession de marchés publics dans un hôpital de la ville. (AFP.)

■ ROUMANIE : appel pour l'envoi d'observateurs aux élections. - Après l'adoption par le Parlement roumain

d'une loi très restrictive rendant le travail des observateurs nationaux «quasiment impossible», l'association Maires sans frontières a lancé un appel pour l'envoi d'un maximum d'observateurs lors des secondes élections générales libres en Roumanie, dont le premier tour doit avoir lieu le 27 septembre. Après avoir d'abord refusé toute présence d'observateurs nationaux à ces élections, le Parlement de Bucarest, dominé par des conservateurs, a posé de fortes conditions à leur présence dans les bureaux de vote. Ainsi, les observateurs pourront être condamnés à des peines allant de un à sept ans d'emprisonnement s'ils outrepassent le mandat fixé ; ils seront strictement contingents et assignés à un bureau de vote ; leurs associations ne pourront être financées par l'étranger.

La reprise des négociations israélo-arabes fixée au 24 août. - Les Etats-Unis et la Russie ont transmis à Israël et à ses voisins arabes des invitations, fixant au 24 août la reprise à Washington des négociations bilatérales. Selon un porte-parole de premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, les discussions se poursuivront pendant six mois, sans interruption, contrairement aux sessions précédentes qui ne durèrent généralement qu'une ou deux semaines. (AFP.)



EUROPE

Les combats en Bosnie-Herzégovine

Six « casques bleus » ukrainiens blessés à Sarajevo

Six « casques bleus » ukrainiens qui servaient un radar de localisation d'artillerie, près de Sarajevo, ont été blessés, vendredi 31 juillet, au cours d'une journée de bombardements continus et d'assauts d'infanterie serbe et bosnienne, a annoncé la porte-parole de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU).

Dans la capitale bosnienne assiégée par des forces serbes depuis avril - et dont l'aéroport a dû être fermé pendant deux heures, vendredi, en raison de l'intensité des bombardements - quinze civils ont été tués et soixante-dix blessés, selon Radio Sarajevo. Le ministre bosnien de la défense,

M. Jerko Doko, a, pour sa part, affirmé que ses troupes avaient repoussé des assauts des unités serbes en leur infligeant « de lourdes pertes » et même réussi à progresser.

Suivant son habitude, l'ONU n'a pas révélé qui elle tenait pour responsable de l'intensification des combats et de tirs sur ses positions. Cependant, le commandant en second de l'état-major de Sarajevo, le colonel Jovan Divjak, a reconnu implicitement que les défenseurs de la ville avaient pris l'initiative à certains points. Il a déclaré à l'AFP que les Serbes tentaient de s'emparer de deux axes routiers qui traversent la ville et que, pour prévenir leur offensive, l'armée bosnienne avait « lancé plusieurs attaques de diversion avec des résultats significatifs ». Selon la FOR-

PRONU, les pertes en combattants semblent avoir été très lourdes.

Les six Ukrainiens blessés servaient un radar de localisation d'artillerie de fabrication soviétique, le seul dont dispose actuellement l'ONU pour repérer les batteries des deux camps qui violent le cessez-le-feu, a indiqué la porte-parole des « casques bleus », M. Mik Magnusson. Les deux blessés les plus atteints ont été évacués sur Francfort dans un avion militaire américain.

De son côté, le dirigeant de la communauté serbe de Bosnie, M. Radovan Karadzic, a averti les Musulmans que, s'ils continuaient à refuser de négocier, ils risquaient d'être exclus d'un partage de la Bosnie-Herzégovine entre Serbes et Croates. Il a affirmé que les Serbes étaient prêts à faire des concessions pour permettre aux Musulmans de disposer de leur propre canton dans une Bosnie confédérée de type helvétique, mais, a-t-il ajouté, « le soutien à l'idée d'une Bosnie divisée en deux va croissant en Europe. Il serait bien mieux pour les Musulmans qu'ils entament immédiatement des négociations ». M. Karadzic a également revendiqué pour les Serbes de Bosnie une partie de la côte adriatique appartenant à la Croatie voisine. - (AFP, Reuters).

La Macédoine demande son adhésion à l'ONU. - La Macédoine a annoncé, vendredi 31 juillet, avoir demandé à adhérer à l'ONU bien qu'elle n'ait été reconnue que par la Bulgarie et la Turquie. L'opposition de la Grèce à une reconnaissance de l'ex-République yougoslave sous son nom de Macédoine, qu'Athènes estime appartenir exclusivement au patrimoine historique grec, a jusqu'à présent, empêché la CEE de reconnaître Skopje. Le président macédonien, M. Kiro Gligorov, a adressé au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, une lettre rappelant que sa République était « parvenue à l'indépendance et à la souveraineté par des changements constitutionnels pacifiques et démocratiques ». - (Reuters).

LOIN DES CAPITALES

Le monde à part de l'eurocratie à Bruxelles

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

ENTRE le Grand-Place et le rond-point Robert-Schuman, il y a quelque 3 kilomètres à vol de pigeon bruxellois. Mais, mentalement, le quartier européen de la capitale belge est à cent lieues du même lieu. Trois fois deux kilomètres seulement séparent le 16, rue de la Loi, bureau du premier ministre du roi Baudouin, du 200 de la même rue, emplacement du siège de la Commission. Il est rare que les voitures officielles et leurs escortes de motards les brûlent, tant les affaires du royaume et celles de la Communauté sont cloisonnées.

Symbole fortuit d'une Europe suspendue au résultat du référendum en France, le Berlaymont, quartier général de la Commission, est au demeurant une immense coquille vide, aucune décision n'ayant encore été prise sur la façon de la « restaurer ». En janvier, il fut en effet l'avant-cour pour cause d'insalubrité, bien qu'il n'ait que l'âge de la Communauté. La plupart de ses 3 300 locataires, sur les quelque 15 000 eurocrates en poste à Bruxelles, ont rejoint leurs collègues dans les nombreux immeubles réservés pour eux aux alentours. Les plus illustres, les dix-sept commissaires et leurs cabinets, se sont provisoirement installés au 45, avenue d'Audergem, à deux pas de leur ancien fief, dans un bâtiment banal appelé le Breydel, du nom d'une rue voisine sur laquelle donne le garage des huiles.

Indifférence

Ici, une bonne centaine d'habitants (sur les cinq cents journalistes accrédités, presque autant qu'à Washington) se retrouvent tous les jours à midi pour la conférence de presse des porte-parole de la Commission. Les Flamands et les Wallons peuvent menacer de s'écarter dans les Foursins, le premier ministre belge pressant par le roi peut en être à son troisième mois de consultations pour la formation d'un gouvernement de coalition, aucune péripétie locale n'intéresse ces spécialistes travaillant par la question de savoir si la Commission va ou non présenter au conseil des ministres européens une proposition de directive concernant les exigences de rendement pour nouvelles chaudières à eau chaude

RUSSIE : la réforme de la Constitution

M. Boris Eltsine veut renforcer les pouvoirs présidentiels

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Partisan d'un Etat fort mais ennemi de toute sorte de dictature », M. Boris Eltsine a confié, mercredi 29 juillet, aux membres de la commission constitutionnelle du Parlement ses vues sur la réforme des institutions russes. Une réforme qui s'impose puisque ces institutions sont actuellement totalement hybrides. La Constitution en vigueur reste celle de Léonid Brejnev, tout juste amendée par M. Mikhaïl Gorbatchev en 1989. Certes, le président de la Fédération a été élu au suffrage universel, mais les membres du Parlement et du Congrès ont, dans leur grande majorité, été, en fait, choisis par le défunt Parti communiste.

M. Boris Eltsine souhaite que la nouvelle Constitution entre en vigueur dès 1993 et renforce les pouvoirs du président, c'est-à-dire les siens. Pour cela, il préconise tout d'abord la suppression pure et simple du Congrès, « un organe artificiel qui n'existe nulle part ailleurs ». Pour le président russe, « l'existence même [du Congrès] constitue une base permettant le viol de l'équilibre des pouvoirs, en provoquant le pouvoir législatif à intervenir dans les compétences des pouvoirs exécutif et judiciaire ». On se souvient qu'en avril dernier le Congrès, qui compte près de 2 000 membres, avait violemment pris à partie M. Eltsine et s'était notamment opposé à l'adoption d'un nouveau statut de la terre.

Vers

un référendum ?

Si M. Eltsine veut transférer les pouvoirs actuellement détenus par le Congrès dans les mains du Parlement (Soviet suprême), composé d'environ 400 membres, il veut aussi limiter quelques-uns de ces pouvoirs. Le président devra ainsi, par exemple, ne pas avoir le droit de veto sur tout texte législatif, veto qui ne pourrait être suspendu par le Parlement, qu'à la majorité des deux tiers, alors qu'une majorité simple suffit

aujourd'hui. Estimant qu'« un Etat fort est un Etat qui s'appuie sur une base législative bien établie et qui a accepté le principe général de la séparation des pouvoirs », le président russe souhaite aussi pouvoir continuer à nommer des représentants dans les régions et réguler le pouvoir exécutif. Il demande aussi la possibilité de faire appel lui-même au peuple par référendum. Quelle sera la procédure suivie pour adopter la nouvelle Constitution ? Si M. Eltsine estime que cette adoption doit passer par un référendum, il n'a pas été plus précis, notamment quant à la date et aux modalités de cette consultation. En avril dernier, le président russe avait en effet catégoriquement démenti le bruit selon lequel il s'approprierait à dissoudre le Congrès par voie de référendum. Un mois plus tard, il était revenu

sur ce démenti en précisant, de nouveau, l'organisation d'un référendum.

Celui-ci permettrait, de toute manière, d'avoir une idée plus précise sur l'état réel de l'opinion publique russe et sur son engagement en faveur des réformes démocratiques. Un récent sondage fait apparaître que M. Eltsine n'est plus le personnage le plus populaire du pays.

Si 24 % des personnes interrogées lui font une « confiance totale », et 33 % une « confiance partielle », ces chiffres passent respectivement à 28 % et 36 % pour le vice-président, M. Alexandre Rousskov, qui symbolise le courant nationaliste de l'équipe au pouvoir.

JOSÉ-ALAIN FRALON

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la préparation de l'élection présidentielle

Hollywood vote Clinton

Largement en tête dans les sondages, le rival de M. George Bush à l'élection présidentielle de novembre, M. Bill Clinton, obtient des appuis qui n'allaient plus, depuis des lustres, aux candidats démocrates. C'est ainsi que Hollywood, la Mecque du cinéma, penche pour lui.

LOS ANGELES

correspondance

« Hollywood a toujours préféré les gagnants », note le producteur de la Warner, Mike Braverman, pour expliquer le nouvel engagement du microcosme hollywoodien pour M. Bill Clinton. Presque inconnu il y a six mois, le gouverneur de l'Arkansas fait de plus en plus figure de vainqueur. En Californie, Etat crucial pour l'élection de novembre, il bénéficie d'une avance de plus de 30 points. Aucun président n'a été élu sans être vainqueur en Californie depuis 1912.

Au début de la campagne, des personnalités de Hollywood comme Mike Medavoy, président de Tri-Star Pictures, ne cachaient pas leurs préférences pour le candidat démocrate Bob Kerry, un ancien combattant du Vietnam. Depuis la convention démocrate de New-York à la mi-juillet, les pontes des studios s'engagent de plus en plus pour M. Clinton. Le 13 août, Lew Wasserman, président de MCA Universal, l'une des personnalités les plus puissantes du cinéma américain, organise un dîner à 1000 dollars par tête dans sa villa de Beverly Hills. En une seule soirée, près de 0,5 million de dollars entreront dans la caisse du comité national du Parti démocrate. M. Wasserman, autrefois partisan du Californien Ronald Reagan, est un exemple de ces « Reagan democrats » qui, aujourd'hui, après douze années de domination du Parti républicain, se déclarent pour le changement.

Contre l'esprit de censure de Washington

A ce jour, M. Clinton a reçu 20 millions de dollars, dont 2,5 venant de Californie. Des personnalités comme Peter Guber, directeur de Sony Pictures Entertainment, Richard Dreyfuss, Warren Beatty, se sont déclarées en sa faveur. Lors des précédentes campagnes, Frank Wells, des studios Disney, le producteur Frederik Field, Barry Diller de la Fox, ont pu être classés parmi les plus gros donateurs individuels du Parti démocrate, avec des sommes dépassant les 40 000 dollars, souvent doublées grâce aux contributions de leurs épouses. De son côté, M. Bush continue d'être soutenu par Arnold Schwarzenegger. Il semble pourtant avoir perdu le soutien de Kevin Costner.

Avant même de bénéficier de l'apport des studios, M. Clinton avait trouvé dans la jeune génération de producteurs - en particulier ceux des feuilletons télévisés, considérés par les conservateurs comme des « gauchistes » - un soutien plus que financier. Le couple de producteurs Linda et Harry Bloodworth-Thomason, eux aussi originaires de l'Arkansas, ont aidé

le candidat dans sa préparation de la convention. La productrice du feuilleton « Designing Women » s'est chargée de réaliser le film présentant le candidat démocrate et sa famille. Les Américains ont alors découvert les images « historiques », en noir et blanc, du président Kennedy serrant la main de l'adolescent Bill Clinton. Les conseillers de Bloodworth-Thomason ont contribué à donner plus de charisme au gouverneur de l'Arkansas. Les deux cinéastes n'ont pas manqué d'insister sur l'enfance dramatique du candidat et sur son ascension courageuse « à la Hollywood ».

Avant de s'enticher de M. Clinton, une partie de Hollywood avait un moment été séduite par l'industriel Ross Perot, candidat indépendant potentiel. Katharine Hepburn avait soutenu le milliardaire texan. Jack Nicholson s'était dit intéressé. A la différence du candidat démocrate de 1988 Michael Dukakis, M. Clinton n'a réussi à conquérir Hollywood que tard dans sa campagne. L'absence de reprise économique avait tempéré l'enthousiasme des studios et des directeurs de télévision, en pleine restructuration. Mais les attaques répétées de l'administration républicaine contre les productions hollywoodiennes, jugées « décadentes », ont fini par irriter un petit monde très susceptible sur la question de la liberté d'expression.

Au début de la campagne, M. Bush avait poussé à la démission le directeur de la Fondation pour les arts (National Endowment for the Arts), John Frohman, sous la pression du candidat ultra-conservateur Patrick Buchanan. Ce dernier avait fustigé des subventions de la NEA à des œuvres d'art « pornographiques et blasphématoires ».

Le vice-président Dan Quayle avait, en juin, pris pour cible le feuilleton télévisé « Murphy Brown », qui n'aurait pas respecté les valeurs fondamentales américaines, notamment la famille, en présentant une héroïne enceinte avant le mariage. Les censeurs de Washington ont fini par laisser les producteurs de Hollywood.

M. Clinton a su aussi trouver un soutien important dans la communauté homosexuelle, en annonçant, le 18 mai, devant six cents personnes réunies au Palace Night-Club de Hollywood, un « projet Manhattan » contre le sida (1). Par ailleurs, le très puissant Comité politique des femmes de Hollywood (HWPC) soutient désormais le candidat démocrate et son épouse, l'avocate Hillary. Toutefois, les membres du HWPC, dont Barbara Streisand et Jane Fonda, accordent une priorité à la campagne de deux candidates féministes : Barbara Boxer et l'ancienne mairesse de San-Francisco, Dianne Feinstein.

L'apparition, en mai, de M. Clinton et jouant de saxophone, avec lunettes noires, sur la plateaux d'Arsenio Hall, un présentateur noir vedette adulé par les jeunes, a enfin démontré qu'il se sentait parfaitement à l'aise dans le milieu du show-business.

RÉGIS NAVARRE

(1) Par allusion au programme de recherches pour la bombe atomique pendant la seconde guerre mondiale.



alimentées en combustibles liquides ou gazeux.

Tous les grands médias ont des bureaux dans quelques immeubles organisés pour eux au cœur de ce quartier tout en contraste, entre des maisons traditionnelles plus ou moins laissées à l'abandon et la pire des architectures modernes qui les remplacent : le Centre européen. L'immeuble de l'Intercontinental Press Center (IPC) est la ruche principale de ces « rédactions européennes ». Des politiciens belges essaient parfois de faire l'article dans sa salle de presse. Des partis, des associations, y invitent les journalistes étrangers. Peine perdue. Il se passe tous les jours quelque chose aux Communautés et les intéressés ont pas de temps à perdre pour des affaires peu ou prou tenues pour des « histoires belges ».

Transhumance perpétuelle

Des Belges, on en voit au moins un dans l'immeuble voisin, dit « le Charlemagne », où se tiennent, au rythme moyen de trois fois par semaine, les conseils des ministres des Douze. Les excellences arrivent généralement le matin, pour un début de séance vers les 10 heures, et repartent à la fin des travaux, à moins qu'un méchant brouillard sur l'aéroport de Zaventem ne les piège quand le débat s'est transformé en marathon nocturne.

Pas de grands déplacements de motards, pas de coups de sifflet aux carrefours. Les ministres européens font partie du paysage dans le quartier. Bruxelles les ignore autant qu'ils l'ignorent. Mais il arrive que des agriculteurs mécontents débarquent par centaines d'autobus venus de toute la Communauté, bien décidés à lécher quelques cochons dans les couloirs des malfrats de la Commission. Ou que des Kurdes profitent de la présence des ministres des affaires étrangères à un « conseil affaires générales » pour venir crier des slogans contre Saddam Hussein dans une langue qu'ils sont seuls à comprendre. On semble alors bien content que les farces de l'ordre belges, placides et rompus à l'exercice, arrivent avec leurs chevaux de frise et leurs canons à eau pour rétablir le calme.

Le pendant de la rue de la Loi, de l'autre côté de l'immense chantier ouvert pour l'édification d'un nouveau siège du Conseil, est la rue Bellard, adresse du Parlement européen.

En transhumance perpétuelle, les cinq cent dix-huit eurodéputés se partagent entre Strasbourg, où ils tiennent leurs sessions plénières, et Bruxelles, où ont lieu leurs travaux de groupes politiques et de commissions. Beaucoup se plaignent de ce devoir d'ubiquité et affirment que leur travail serait de meilleur qualité si tout se passait en Belgique, près du Conseil et de la Commission. La vérité est qu'ils ne s'attachent nulle part, émergeant quand il le faut sur les listes de présence et reprenant vite l'avion en direction de leurs capitales respectives et de leurs intrigues nationales combien plus palpitantes.

Comme la Commission, le Conseil et le Parlement emploient quelques milliers de fonctionnaires et les payent bien (50 000 francs en moyenne pour les cadres). S'ils se retrouvent tous les matins aux abords du rond-point Robert-Schuman, une fois les enfants déposés dans les deux écoles qui leur sont réservées, ils s'égaillent le soir dans quelques quartiers périphériques qui ont leur charme. Ils y jouent généralement des villes au tarif fort. Une façon pour la Belgique de se rattraper sur cette clientèle exemptée d'impôts en raison de son statut international. Certains Flamands craignent que le droit de vote accordé aux Européens ne leur fasse perdre la majorité contre les Francophones aux conseils municipaux.

Récemment, un universitaire a proposé, dans la Libre Belgique, que les institutions communautaires soient transférées à Waterloo, sur le site du champ de bataille, à une vingtaine de kilomètres au sud de Bruxelles. Ce serait tout un symbole et une manière d'exorciser le souvenir de Jean Monnet, partisan, pour l'Europe, d'un « district ayant sa souveraineté propre ». Mais c'est faire bien peu de cas des banquiers qui ont investi beaucoup d'argent dans les nouvelles constructions de l'« Espace Léopold » impart au Parlement des Douze et dans celles, futures, du Conseil. Encore quelques spéculations, quelques démolitions, et le « quartier européen » de Bruxelles sera un tout « homogène » de bureaux pour fonctionnaires, de salles de congrès et d'hôtels hors de prix pour députés et experts de passage. C'est en quelque sorte un Etat dans l'Etat, si encore il était sûr qu'il y ait un Etat belge.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : dans la crainte de nouvelles violences

La grève générale lancée par l'ANC est attendue avec anxiété

L'Afrique du Sud s'apprête à vivre quarante-huit heures au ralenti, avec un sentiment d'attente teinté de fatalisme. La grève générale qui doit avoir lieu lundi 3 et mardi 4 août, à l'appel du Congrès national africain (ANC), du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) et du Parti communiste (SACP), n'a pas pu être évitée, au grand dam des principaux acteurs de la scène politique.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Personne ne souhaitait vraiment arriver à cette extrémité. Mais l'impasse dans laquelle se trouve le processus de négociations politiques, depuis l'échec de la deuxième session plénière de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), avait conduit l'ANC à lancer une vaste campagne d'actions de masse (le Monde du 18 juin). L'objectif était clair : faire pression sur le gouvernement du président Frederik De Klerk, afin qu'il accepte l'instauration d'un gouvernement intérimaire - avec la participation de Noirs - et l'élection d'une assemblée constituante au suffrage universel, avant la fin de l'année.

Cette opération, menée crescendo, devait aboutir à des grèves générales au mois d'août si le gouvernement n'accédait pas aux revendications de l'ANC. Entre-temps, le massacre de quarante-cinq personnes dans le ghetto noir de Boipatong, le 17 juin, a raidi l'attitude des mouvements de libération, contraints de démontrer à leurs bases qu'ils n'étaient plus disposés à négocier avec un pouvoir considéré comme com-

plice de ce drame et peu enclin à mettre fin à la violence qui a fait plus de sept mille morts dans les cités noires en deux ans. M. Mandela annonçait alors que les discussions avec le gouvernement étaient suspendues et l'ANC se retirait de la CODESA, entraînant dans son sillage dix autres participants au forum.

L'ANC campe depuis lors sur ses positions, exigeant que le gouvernement réponde favorablement à ses demandes avant de renouer le dialogue. Le président De Klerk a bien laissé entendre à deux reprises qu'il était disposé à d'amples concessions, mais sans jamais en révéler le détail. Les deux parties ont cependant toujours pris soin, à chaque fois que l'occasion leur en était offerte, de rappeler qu'il n'existait pas d'alternative aux négociations.

Des observateurs de l'ONU

La communauté internationale, après une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité des Nations unies, a pris les uns et les autres au mot. Dans sa résolution 765, l'ONU a renvoyé des à des le gouvernement et l'ANC, leur demandant de reprendre au plus vite les pourparlers. M. Cyrus Vance, l'ambassadeur du secrétaire général de l'ONU, qui vient de passer dix jours en Afrique du Sud et doit remettre ses recommandations à M. Boutros-Ghali la semaine prochaine, a réussi à organiser une rencontre officielle entre le gouvernement et l'ANC pour évoquer le délicat problème des quatre cent quarante prisonniers politiques toujours sous les verrous.

M. Vance a joué le rôle de catalyseur, donnant l'opportunité aux uns et aux autres de se parler de nouveau, sans perdre la face,

D'autre part, à la demande de l'ANC, et avec la bénédiction du gouvernement, M. Boutros-Ghali a accepté d'envoyer en Afrique du Sud douze observateurs chargés de contrôler le déroulement de la grève générale. Car dans un climat aussi lourd, des débordements sont à craindre.

La communauté noire n'est pas homogène. L'Inkatha, parti conservateur à dominante zouloue du chef Buthezi, désormais allié objectif du gouvernement, a pris position contre la grève. Les partisans noirs d'extrême gauche, le Congrès panafricain (PAC), l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO) et les syndicats proches de cette mouvance, qui devaient participer à la campagne d'actions de masse, se sont subitement désolidarisés du mouvement.

Les autorités viennent de déployer quelque cinq mille policiers et soldats dans les cités noires les plus turbulentes. « Pour rétablir l'ordre », selon le gouvernement ; « pour faire de la provocation », selon l'alliance tripartite ANC-COSATU-SACP. Conscients des risques de dérapages, les promoteurs de cette campagne de protestation ont adhéré à un « Code de conduite pour les manifestations », élaboré sous l'égide du Conseil sud-africain des Eglises (SACC).

Risque d'un retour en arrière

Le succès de ce mouvement est d'une importance capitale pour l'ANC et ses alliés. Car la reprise des négociations semble maintenant inévitable. Or M. Mandela, qui brandit des menaces mais sait tempérer les ardeurs des jusqu'aboutistes, doit pouvoir estimer le soutien dont il dispose au sein de la communauté noire avant de s'asseoir de nouveau face au pré-

sident De Klerk. Une participation massive à la grève, aux manifestations de rues, et aux occupations de bâtiments officiels programmées pour le reste de la semaine, donnerait du poids à ses arguments.

Mais si les choses devaient dégénérer dans un nouveau débâclement de violence, un dramatique retour en arrière serait inévitable, entraînant le pays vers l'état d'exception et une répression systématique, situation dont toute la population et l'économie nationale pâtiraient. Le pari de l'ANC et de ses alliés se retournerait alors contre eux.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

RWANDA

Accord sur les modalités du cessez-le-feu

Les représentants du gouvernement rwandais et des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont signé, vendredi 31 juillet, à Addis Abeba, un accord sur les modalités d'application et d'observation du cessez-le-feu qui devait entrer en vigueur vendredi à minuit. Les deux parties, qui négociaient depuis le 27 juillet dans la capitale éthiopienne sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine, ont signé deux documents, concernant la constitution d'un « Groupe d'observateurs militaires neutres », et la mise sur pied d'une « Commission politico-militaire ». Le Nigeria, le Sénégal, le Zimbabwe et un quatrième pays africain restent à déterminer, doivent envoyer chacun dix militaires comme observateurs, l'opération étant financée par la France, la Belgique et les États-Unis. Selon une source officielle à Kigali, ces observateurs ne pourraient être déployés dans les délais escomptés. (AFP, Reuters).

CÔTE-D'IVOIRE : le chef de l'opposition amnistié

M. Laurent Gbagbo a été libéré après cinq mois de détention

Le chef de l'opposition ivoirienne, M. Laurent Gbagbo, en détention depuis la fin du mois de février, a été libéré vendredi 31 juillet, dans la soirée, au bénéfice de la loi d'amnistie votée mercredi par l'Assemblée nationale (le Monde du 31 juillet).

ABIDJAN

correspondance

Sans doute pour éviter que cette libération ne provoque des manifestations de joie devant la prison, autour de laquelle des petits groupes de militants se relaient depuis quelques jours, le secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI) a été relâché en pleine nuit. M. Laurent Gbagbo a regagné son domicile à bord d'un véhicule escorté par des militaires, après cent soixante-cinq jours de détention.

Visiblement en bonne santé, il s'est dit « déterminé à poursuivre son combat » et a qualifié la loi d'amnistie de « loi d'apaisement ». « Un prétexte, a-t-il précisé, pour nous empêcher de réclamer la tête des militaires responsables des événements de Yopougon. »

Le champ de la loi d'amnistie s'étend en effet aux infractions « liées au maintien de l'ordre public » ; en bénéficient donc aussi les militaires qui avaient été accusés de « viols » et de « tortures » dans la cité universitaire de Yopougon en mai 1991, par une commission d'enquête mise en place par le chef de l'Etat lui-même. C'est le refus

de ce dernier de sanctionner les coupables qui avait d'ailleurs provoqué la manifestation violente du 18 février au terme de laquelle plusieurs dizaines de responsables politiques et syndicaux avaient été arrêtés, puis condamnés à des peines de un à deux ans de prison ferme.

Outre cette loi d'amnistie, le gouvernement a décidé de doter le système judiciaire ivoirien d'une loi « anticasseurs » qui prévoit des peines allant de six mois à vingt ans de prison pour les « instigateurs et organisateurs » de manifestations violentes. Adoptée par l'Assemblée selon la procédure d'urgence, cette loi « donnera une arme à notre démocratie pluraliste », a affirmé un député du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI, au pouvoir), pour lequel « la crainte du gendarme est le commencement de la sagesse ».

JEAN-KARIM FALL

TOGO : Lomé paralysée par une grève générale. - La ville de Lomé a été paralysée, vendredi 31 juillet, par la grève générale lancée par le Collectif de l'opposition démocratique (COD-2) après le décès, mercredi, de Tavi Amoria, un des dirigeants de l'opposition (le Monde du 1^{er} août). Les rues de la capitale sont restées calmes, mais la crainte de nouveaux attentats régnait toujours dans les milieux politiques. Les dirigeants des principaux partis d'opposition se sont réfugiés dans une semi-clandestinité. - (AFP)

DIPLOMATIE

Fen vert de la Commission de Bruxelles à la candidature de Stockholm

La Suède devra souscrire à la politique étrangère et de sécurité de la CEE

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

La Commission européenne a rendu, vendredi 31 juillet, un avis favorable à la demande d'adhésion de la Suède à la Communauté (nos dernières éditions du 1^{er} août). Mais il n'y a pas de malentendu possible : c'est aux dispositions de l'Europe de Maastricht et à ses développements à venir que la Suède est invitée à souscrire, si possible sans restrictions mentales. En effet, comme le tient à préciser la Commission, c'est à une Union européenne, « caractérisée par l'établissement d'une Union économique et monétaire impliquant à terme l'adoption d'une monnaie unique, par la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, doublée du cas échéant d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune, par l'instauration d'une citoyenneté européenne, par une coopération étroite dans les domaines de la justice et des affaires intérieures ainsi que par le renforcement de la cohésion économique et sociale », que la Suède devra adhérer.

D'autres candidats

L'intégration économique de la Suède, pays prospère, socialement avancé, ne devrait pas soulever de problème majeur, sinon quelques difficultés spécifiques, en particulier pour adapter l'agriculture aux contraintes d'une Europe verte en moyenne plus compétitive. L'interrogation sur ce que sera le comportement suédois se situe ailleurs : elle porte sur la manière dont les autorités de Stockholm acceptent de jouer le jeu de la politique étrangère et de sécurité commune, c'est-à-dire sur ce que deviendra la neutralité du pays.

La Commission constate que « la participation pleine et entière de la Suède à la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne semble faire l'objet d'un consensus », mais décline néanmoins « certaines réserves » à propos de la défense commune qui apparemment la préoccupe. Elle recommande donc que les Douze veillent, lors des négociations, « à ce que la Suède fournisse des assurances spécifiques et contraignantes en ce qui concerne son engagement politique et sa capacité juridique à remplir ses obligations en la matière ».

La Commission se montre d'autant plus sourcilieuse que la vague de négociations qui se prépare

concerne notamment quatre pays neutres, qui ne considèrent pas forcément tous avec la gravité qu'on souhaiterait à Bruxelles cette perspective de défense commune, et que, par conséquent, il est important, chaque fois que l'occasion s'en présente, de marteler le bon message. « Nous avons besoin d'assurances formelles. Selon quelle formulation ? Ce sera à voir pendant la négociation », a commenté vendredi le vice-président néerlandais Frans Andriessen en présentant l'avis de la Commission.

Celle-ci, qui a transmis aux Douze son avis sur la candidature de l'Autriche voilà un an, soumettra à l'automne ceux concernant la Finlande et la Suède. Si la Norvège fait acte de candidature à cette époque, elle s'efforcera d'accélérer les travaux préparatoires pour que les négociations avec l'ensemble des pays de l'AELE candidats puissent se dérouler parallèlement.

Conformément à ce qui a été décidé par le Conseil européen de Lisbonne, en juin dernier, les pourparlers débuteront après que le traité paraphé à Maastricht aura été ratifié et qu'un accord sur la programmation budgétaire de la Communauté pour les cinq années à venir aura été conclu.

M. Andriessen a précisé que la première condition posée, celle ayant trait à la ratification de Maastricht, impliquait qu'une solution ait été trouvée au problème posé par la victoire du non au référendum danois.

Quand l'adhésion de la Suède et des autres pays de l'AELE candidats deviendra-t-elle effective ? On parle souvent, comme d'une éventualité vraisemblable, du 1^{er} janvier 1995. « Il n'y a pas de date-cible officielle », a répondu M. Andriessen, qui a en outre remarqué qu'on avait parfois tendance à sous-estimer le travail à accomplir pour mener les pourparlers à leur terme.

PHILIPPE LEMAITRE

Confirmation de la « prochaine » visite de M. Eltsine au Japon. - Le ministre russe des affaires étrangères a confirmé, vendredi 31 juillet, que M. Boris Eltsine se rendrait prochainement au Japon, en dépit des divergences sur le conflit entre Moscou et Tokyo au sujet de l'archipel des Kouriles. Le Japon souhaite récupérer ces îles annexées par l'URSS en 1945, mais les conservateurs russes sont opposés à cette restitution. Des députés russes avaient souhaité le report de cette visite (le Monde du 30 juillet). - (Reuters)

ASIE

Nouveau gouverneur de Hongkong

M. Chris Patten a adopté une attitude moins conciliante à l'égard de la Chine

Dans les jours qui ont suivi son entrée en fonctions le nouveau gouverneur de Hongkong, M. Chris Patten, a adopté une attitude plus ferme à l'égard de Pékin dans le processus devant mener à la rétrocession du territoire, le 1^{er} juillet 1997. Les Chinois ont répliqué en bloquant les négociations sur le financement du futur aéroport de Hongkong ; la réunion bilatérale de jeudi 30 juillet n'a rien donné et aucune date n'a été fixée pour une prochaine rencontre. C'est dans ce contexte que le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, vient d'effectuer une visite dans la colonie britannique.

HONGKONG

de notre envoyé spécial

Il est trop tôt pour déterminer si M. Patten se livre à un exercice d'illusionnisme ou s'il entend réellement mettre en pratique ses idées avant d'amener l'Union Jack sur « la Perle de l'Orient ». Le fait est, en tout cas, que le ton de l'ancien chef du Parti conservateur britannique contraste avec celui de son prédécesseur, Lord David Wilson, depuis qu'il a pris ses fonctions le 9 juillet. Au plus grand agacement de Pékin.

Lord Wilson, en diplomate chevronné membre de ce que les critiques ont baptisé « le gang des shoguns » du Foreign Office, insistait sur la nécessité d'une « convergence » entre Londres et Pékin pour assurer la « continuité » du processus menant à la rétrocession de Hongkong. M. Patten, lui, a promis de se montrer « courtois mais ferme » avec le régime communiste chinois. Il s'est également dit décidé à fournir à la colonie un

gouvernement « ouvert et accessible », présentant comme une évidence le fait qu'en tant que chef de l'exécutif il était « responsable » devant ce qui était l'ancien Parlement - le Conseil législatif, ou Legco - dont le rôle se limitait jusqu'à présent à entériner les décisions du représentant de la Couronne.

C'est bien ce qui inquiète Pékin. Le Legco est composé, outre les gens de confiance du pouvoir colonial, de députés élus qui réclament une démocratisation du système avant 1997. Ceux-ci font pression sur M. Patten pour qu'il tienne compte, dans la composition de son gouvernement, de la volonté exprimée en 1991 par l'électorat contre une trop grande docilité envers Pékin. « C'est une question qui ne me regarde en rien, et qui ne regarde en rien la Chine », s'est contenté de déclarer, à l'issue de sa visite, un M. Hurd qui sait ne plus pouvoir imposer à un proche de M. John Major les volontés de son ministre.

Dès son arrivée, M. Patten avait donné le nouveau la, par quelques formules bien senties : « La confiance, c'est une voie à double sens », avait-il dit à l'intention de Pékin. Ou : « Gouverner, c'est diriger les gens tout en laissant (à d'autres) le bénéfice du doute. » Une idée qui n'a guère cours en Chine. Dans son discours de prise de fonctions, il s'était attardé - pesamment, au goût de Pékin - sur l'atout « majeur » dont Hongkong avait bénéficié pour devenir une des sociétés les plus prospères de la planète : « le règne de la loi ». C'est-à-dire la prééminence du droit sur la volonté politique.

Comme pour illustrer son propos, le nouveau gouverneur a autorisé la divulgation de ce qui était le plus secret des secrets d'Etat, le montant des avoirs en devises de

la colonie : 226,8 milliards de dollars Hongkong (147 milliards de francs). Le geste était destiné à signifier l'impudence de Londres et de Hongkong face aux difficultés créées par Pékin dans la mise en chantier du nouvel aéroport, symbole voulu par la colonie des promesses qui lui ont été faites sur la pérennité de son système capitaliste après 1997.

La « diplomatie du mégaphone »

M. Patten avait fait savoir, à son arrivée, qu'il entendait étudier le fonctionnement des institutions avant de prendre les décisions lui incombant, telles que la formation d'un nouveau Conseil exécutif (Exco, cabinet). Il n'a pu toutefois empêcher une première prise de bec avec Pékin.

Le secrétaire général du PC chinois, M. Jiang Zemin, l'a accusé de vouloir « bouculer » la Chine en laissant échapper des « fuites » en direction de la presse sur les négociations en cours pour assurer le financement de l'aéroport. M. Patten a répliqué à Pékin d'user « de la diplomatie du mégaphone ». La Chine s'efforce de lier son accord à l'exclusion des instances dirigeantes des députés « subversifs » ainsi qu'à l'abandon de tout projet de réforme institutionnelle accroissant le nombre d'élus au scrutin universel lors de la prochaine consultation, en 1995.

M. Hurd s'est montré évasif sur un autre sujet d'actualité, celui de savoir si les membres de l'Exco nommés après 1995 seront autorisés à servir au-delà du 1^{er} juillet 1997. La Chine, là encore, voudrait éviter de s'engager dans une solution « de transit », tandis que l'opinion de Hongkong semble y attacher de l'importance.

De nouvelles consultations auront lieu lors d'une visite de

M. Patten à Pékin et d'une rencontre entre les chefs des deux diplomates à New-York en septembre. En attendant, M. Patten jouit d'un court état de grâce. Il a su, à son arrivée, donner une image plus moderne et moins hautaine que son prédécesseur, renouant à l'uniforme colonial blanc que portait Lord Wilson dans les grandes occasions.

Il a même accepté de recevoir une pétition de dévotionnaires manifestant devant sa résidence. Bien perçu par l'instant par l'opinion, il lui reste quelques semaines pour bâtir la stature nouvelle qu'il entend donner à sa fonction avant que l'inévitable ne se produise : la confrontation avec Pékin qui, en dépit de ses démentis, entend commencer dès à présent à gouverner dans l'ombre la place financière.

FRANCIS DERON

VIETNAM : visite du vice-premier ministre russe. - « J'affirme que la Russie n'abandonnera pas ses intérêts au Vietnam, un pays qui avait de bonnes relations traditionnelles avec l'ancienne URSS », a déclaré, vendredi 31 juillet, à Hanoï, le vice-premier ministre russe, M. Valeri Makharadze, a précisé que « les relations entre les deux pays ne peuvent plus être bâties sur l'ancien modèle, c'est-à-dire d'un grand à un petit frère, mais sur des principes d'intérêt mutuel ». La rencontre avec ses interlocuteurs vietnamiens, qu'il a qualifiés de « tendue mais intéressante », n'a pas permis de décaler d'accord sur le remboursement de la dette vietnamienne, évaluée à 10 milliards de roubles. Par ailleurs, M. Makharadze n'a pas voulu se prononcer sur l'avenir de l'ex-base soviétique de Cam-Ranh. - (AFP)

SOCIÉTÉ

Quatre ans d'emprisonnement requis contre le principal inculpé dans l'affaire du sang contaminé

Les « manipulations » du docteur Garretta

Au nom du ministère public, M^{me} Michèle Bernard-Requin a requis, vendredi 31 juillet, une peine de quatre ans d'emprisonnement contre le docteur Michel Garretta et une amende de 500 000 francs, devant la 16^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris qui examinait l'affaire du sang contaminé. Il s'agit des mandats prévus par la loi sur les fraudes.

Un vent de fronde, un souffle de colère. En prenant la parole, le substitut du procureur de la République ne pouvait ignorer la contestation sourde bruisant dans le prétoire. Une révolte mêlant tout à la fois amertume à l'égard d'une justice se déployant dans une chambre correctionnelle et non en cour d'assises, et respect pour des juges qui, depuis six semaines, s'appliquent à juger sérieusement.

M^{me} Michèle Bernard-Requin en prit la mesure dès les premiers mots de son réquisitoire. Non sans mépris ni témérité, elle fit part de ses interrogations en citant le chancelier Henri-François d'Aguesseau, juriste du Siècle des Lumières qui, s'adressant à des magistrats, les avait avertis : « Vous jugez les hommes, mais les hommes jugent la justice. » C'était dire en peu de mots combien un procès peut parfois susciter des frustrations diverses.

« La question est posée, lança M^{me} Bernard-Requin. Comment pouvons-nous réparer l'insatisfaction des victimes frappées par une maladie maudite ? Comment répondre à ce sentiment d'injustice ? Et comment répondre à l'insatisfaction des incriminés qui vivent comme des bêtes émissaires ? Je pense depuis plusieurs mois que ce procès n'est pas le procès de la médecine et du sida. C'est le procès du silence et de l'indifférence. Pourrions-nous juger ? »

Oui, peut-on bien « juger » tant de souffrances, un drame si collectif ? C'est abominablement, cet exutoire ne peut générer que des insu-

risfactions », a reconnu par avance le substitut, qui a justement énuméré toutes les « questions fondamentales auxquelles la justice ne peut pas répondre » et qui forment pourtant comme la trame de ce procès. Ainsi d'une santé publique dont nul ne peut ignorer qu'elle est dominée par son coût, ainsi d'une organisation de la transfusion sanguine en France précisément revue et corrigée à la veille de ce procès, ainsi de cette race de médecins-généralistes aspirés par la gestion au détriment de la médecine, ainsi de la place prééminente prise par des conseillers ministériels « sans statut propre et difficilement détachables du ministère ».

Et après six semaines de procès, presque au terme de cette plongée dans l'univers médical, industriel, administratif et politique, M^{me} Bernard-Requin a insisté sur l'incroyable évaporation de l'information en France au fur et à mesure qu'elle atteint les hautes sphères politiques : « Les ministres pouvaient beaucoup et savaient peu », dit-elle. Et le substitut s'étonna de cette propension à « édulcorer », de cette « tendance à arrondir » toute nouvelle alarme dans la haute fonction publique. Alors seulement M^{me} Bernard-Requin prit le risque d'aller à contre-courant de la conviction des victimes hémophiles présentes dans le prétoire car « le rôle du ministère public, affirmait-elle, n'est ni de plaider ni de complaire ».

Une abstention coupable

Rappelant qu'il appartient au seul Parlement de saisir la Haute Cour de justice, réaffirmant que le chef d'inculpation d'empoisonnement réclamé par certaines des parties civiles n'est pas approprié dans la mesure où l'intention homicide, la volonté de donner la mort ne sont pas réunies, elle fut pour la première fois interrompue par des protestations.

Le président Jean-Louis Mazières dut intervenir et s'adresser aux hémophiles et à leurs proches : « Je ne serai pas digne de

rendre un jugement si l'on ne peut ici réquérir ou plaider dans le silence. Je vous l'ai déjà dit : vous entendrez des choses qui ne vous plairont pas. C'est ainsi. Je ne laisserai pas plaider dans les jours à venir les avocats sous les huis. Ce n'est pas possible ».

Le substitut put alors reprendre : « Il n'y a pas eu crime. Il faut s'en tenir aux qualifications légales. C'est une garantie pour les citoyens de rester dans les liens du droit quelle que soit la vague qui porte l'opinion publique. » Puis le ministère public analysait les responsabilités des quatre inculpés, situés « au point géométrique de la pleine connaissance et du pouvoir de décision ».

Les silences du docteur Allain

Ce fut d'abord au tour du docteur Robert Netter, soixante-cinq ans, ancien directeur général du Laboratoire national de la santé, « le moins lourdement responsable », Le substitut rappela que « la loi commande simplement un minimum de charité légale dans nos sociétés ». Ce minimum-là, selon elle, ne fut pas assuré. Conscient du danger, tenu régulièrement au courant des avancées scientifiques et médicales par le sida, tout particulièrement à partir de 1983-1984, membre du Comité national de l'hémophilie et de la Commission consultative de la transfusion sanguine, le docteur Netter fait preuve en 1985 d'une abstention coupable qui équivaut à de la complicité », explique le magistrat.

Il pourrait téléphoner, demander un rendez-vous au ministre. Il n'en fit rien. Il déclare même à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), au printemps 1985, que la qualité des produits du Centre national de la transfusion sanguine (CNTS) « ne fait aucun doute ». M^{me} Bernard-Requin requiert contre ce « législateur silencieux » deux ans d'emprisonnement avec sursis.

Le ton sera plus sévère à l'encontre du professeur Jacques Roux, soixante-neuf ans, ancien directeur

général de la santé. Ce dernier, absent en raison d'une hospitalisation décidée en urgence mercredi, « n'ignore plus rien des risques du sang et du degré de la contamination dans la région parisienne depuis janvier 1985 », selon le ministère public.

M^{me} Bernard-Requin décrit un haut fonctionnaire à la « position incohérente, contradictoire, qui avance, qui recule ». Le professeur Roux globalise le danger et ne voit que le problème de la généralisation des tests, dit-elle. Je crains qu'il n'ait pas pensé aux hémophiles, estimant que c'était marginal. Le reproche essentiel qui lui est adressé, comme au docteur Netter, est de ne pas avoir alerté son ministre.

Et le substitut rappelle que le professeur, « grand épidémiologiste », a avoué devant le tribunal son erreur : « J'aurais pu prévenir... Je ne l'ai pas fait. » « Je ne peux admettre que le directeur général de la santé ait laissé faire, lance le substitut. On ne peut accepter impunément un poste de prestige et d'autorité. Je me demande si l'idée de renoncer pendant plusieurs mois, en France, à l'autosuffisance en matière de produits sanguins ne l'a pas profondément ébranlé ».

Parce qu'il a « gravement failli à sa mission », mais tenant compte de ce qu'il fut le premier en Europe, en 1983, à signer une circulaire recommandant des mesures de sécurité lors des collectes de sang, M^{me} Bernard-Requin requiert quatre ans d'emprisonnement avec sursis contre l'ancien directeur général de la santé.

Abordant alors le cas des docteurs Jean-Pierre Allain, quarante-trois ans, et Michel Garretta, quarante-huit ans, le substitut déclare : « Ils se sont comportés comme des pires des marchands, comme des boutiquiers sans scrupules. Ils ont soldé leurs lots contaminés, considérant les hémophiles comme des clients et ils viennent exiger de la pitié et de la noblesse du sang ».

Mais M^{me} Bernard-Requin va nuancer son portrait du docteur Allain, en s'indignant qu'une des

parties civiles l'ait comparé au docteur Menges, de sinistre mémoire, qui sévissait au camp d'extermination d'Auschwitz : « C'est faux, c'est une malhonneteté. Je rejoins M^{me} Nicole Dreyfus et Michel Zaoui. Je ne peux pas admettre qu'on dise qu'il s'est servi de ses petits malades comme de cobayes, qu'il a tiré au sort les hémophiles. C'est la fureur des premiers à être protégés, à bénéficier de produits chauffés. Il est inadmissible qu'on en rajoute. M^{me} Lesné, qui est venu témoigner à votre barre, a eu le courage de le dire ».

Le substitut lui reproche en revanche ses silences, ce « devoir de réserve » qu'il s'impose alors qu'il est médecin, sa réticence systématique des informations dont il dispose en tant que spécialiste de l'hémophilie et responsable de la recherche au CNTS. Médecin-conseil de l'Association française des hémophiles, il se tait. « Les hémophiles ont pourtant pour lui un visage et lui aussi pour les hémophiles », s'étonne le magistrat, qui requiert contre ce médecin, en proie à une légère schizophrénie selon son propre diagnostic, quatre ans d'emprisonnement avec sursis et 100 000 francs d'amende.

Combien de marionnettes et de ficelles...

Au moment d'évoquer les responsabilités du docteur Garretta, toute mansuétude disparaît. « J'ai cherché plus qu'on ne peut le croire des circonstances atténuantes, dit M^{me} Bernard-Requin. Mais on va le voir manipuler, mentir, compromettre sans aucun état d'âme. » Selon le substitut, le docteur Garretta ambitionne essentiellement, en 1985, de justifier l'investissement de 10 millions de francs consenti pour la construction de l'usine des Uha et d'écouler ses stocks de produits contaminés coûte que coûte. Il lui faut « rester, tenir, garder le pouvoir au CNTS ».

Et le magistrat énumère les organismes placés sous l'influence du docteur Garretta, qui verrouille ainsi toutes les décisions : le

Comité national de l'hémophilie, la Commission consultative de la transfusion sanguine, le conseil d'administration de la Fédération de la transfusion sanguine, les experts et leurs groupes, sous-groupes et assemblées, l'Association française des hémophiles elle-même.

« Combien de marionnettes et de ficelles quand on lit ce dossier ! Et le docteur Garretta les a toutes entre ses mains. Il possède une capacité exceptionnelle de manipulation... Il manipule aussi la direction générale de la santé et les autorités de tutelle », affirme le substitut. Et le ministère public relève avec quelle prémonition l'inculpé, dans une lettre du 19 juin 1985, adressée aux Centres de transfusion sanguine, conseillait fermement à ces derniers de souscrire des polices d'assurances « pour anticiper sur une responsabilité future ».

« Les hémophiles ont été complètement floués, trompés, conclut M^{me} Bernard-Requin. Une centaine d'inculpés à ses côtés l'aurait bien arrangé. J'ai vu qu'il avait envoyé au juge d'instruction une liste fort longue. Mais le docteur Garretta a voulu être seul au pouvoir. Peut-être aura-t-il le courage de tomber seul ou presque seul ».

Le substitut requiert alors quatre ans d'emprisonnement ferme et 500 000 francs d'amende contre l'ancien directeur du CNTS. Ce sont les maxima prévus par la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes. Le magistrat demande en outre que le tribunal envisage, lorsqu'il rendra son jugement en octobre, de délivrer sur-le-champ un mandat de dépôt contre le docteur Garretta.

M^{me} Bernard-Requin se résume. Ses réquisitions ont duré trois heures et demie. A 10 mètres d'elle, en contrebas, le docteur Garretta, littéralement sonné, reste sur le banc des prévenus alors que tout le monde se lève.

LAURENT GRELSAMER

ESPACE

Avec la mise en orbite de la plate-forme Eureka

Mission européenne pour la navette Atlantis

La navette américaine Atlantis a décollé, vendredi 31 juillet à 15 h 56 (heure française), de Cap-Canaveral (Floride), avec un équipage de sept hommes, dont deux Européens, le Suisse Claude Nicollier et l'Italien Franco Malerba. En raison d'ennuis de dernière minute, la NASA annonçait cependant un important retard du largage de la plate-forme européenne récupérable Eureka (European Retrievable Carrier) prévu à l'origine samedi 1^{er} août à 9 h 51 (heure de Paris). Au cours de cette mission de sept jours (la quarante-neuvième d'une navette, et la douzième d'Atlantis), les astronautes doivent aussi expérimenter un spectaculaire « satellite à fils italiens ».

Elle aurait dû être lancée début 1988. L'explosion tragique de la navette Challenger, qui fit sept morts en janvier 1986 la renvoya dans son hangar. Aujourd'hui, pourtant, la plate-forme récupérable Eureka de l'Agence spatiale européenne (ESA) ne porte pas son âge, et n'a toujours pas d'équivalent dans la navette spatiale américaine ou russe.

Cet engin de 4,5 tonnes (il s'agit du plus gros satellite jamais construit en Europe) peut être considéré comme un compromis entre le laboratoire habité (de type Spacelab ou Mir) et les plateformes scientifiques récupérables comme le LDF (Long Duration Facility) de la NASA. A l'instar du LDF, Eureka sera abandonnée dans l'espace par la navette, qui viendra la récupérer lors d'une mission ultérieure. Mais à la différence de l'engin américain, passif, elle se comporte, en orbite, comme une véritable petite station télécommandée, capable de « dialoguer » avec le sol. Les chercheurs pourront recevoir régulièrement les données des quinze expériences embarquées (1), et même surveiller le déroulement de certaines grâce à une caméra vidéo. Ils pourront

aussi modifier le fonctionnement de leurs instruments en envoyant des ordres à la plate-forme.

Cette dernière n'étant « visible » depuis le sol que durant 3 % du temps de sa mission, un ordinateur embarqué stocke les données pour les « cracher » à grande vitesse chaque fois que la plate-forme passe au-dessus de l'une de ses stations de contrôle situées à Maspalomas (îles Canaries), Kourou (Guyane), et Perth (Australie). Les ordres du sol sont enregistrés de la même manière par la mémoire de bord, ce qui permet un fonctionnement

en automatique de la plate-forme le reste du temps.

Eureka devait être larguée par Claude Nicollier, à l'aide du bras télémanipulateur de la navette. Déployée à environ 425 kilomètres d'altitude, la plate-forme européenne devait ensuite gagner par ses propres moyens son orbite opérationnelle, à 525 kilomètres. Elle devrait y passer quelque huit mois, à l'issue desquels les techniciens de l'ESA lui donneront l'ordre de redescendre à 315 kilomètres, pour un rendez-vous avec une navette. Récupérée et déposée dans la soute

REPÈRES

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Dixième anniversaire de la catastrophe de Beaune

Il y a dix ans, le 31 juillet 1982, un accident sur l'autoroute A8, à hauteur de Beaune (Côte-d'Or), faisait cinquante-trois victimes, parmi lesquelles quarante-six enfants de la région parisienne partant en colonie. Vendredi 31 juillet, vers midi, tandis que le trafic sur l'A8 approchait le seuil critique des 3 000 véhicules par heure, M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, a lancé un appel à la prudence aux onze millions d'automobilistes qui devaient se déplacer ce week-end, pour le plus grand chassé-croisé des vacances. « N'oubliez pas les enfants de Beaune », a-t-il déclaré, avant de déposer une gerbe en présence des familles des victimes, au pied du Mémorial pour l'avenir dressé sur l'aire de Curmy, à quelques kilomètres du lieu de la catastrophe. Certes, a avoué le secrétaire d'Etat, « le combat est long et difficile, mais l'action cohérente du gouvernement » a ralenti la progression de ce fléau. La route a provoqué 7 000 morts en 1981, soit 3 000 de moins qu'en 1982. Et pourtant, vingt-six personnes se tuent chaque jour dans des accidents de la circulation. « C'est deux fois plus que le drame de Furiani », a souligné M. Sarre. (Corresp.)

ENVIRONNEMENT

La porte-parole des opposants au tunnel du Somport fait la grève de la faim

M. Eric Pétit, porte-parole des opposants au tunnel du Somport, est en grève de la faim depuis dix jours dans la prison de Guéret (Creuse) où il est incarcéré. Condamné le 15 juillet dernier à un mois de prison ferme, par le tribunal de Pau (Pyrénées-Atlantiques), après une manifestation sur le site du chantier, en vallée d'Aspe, M. Pétit a été, deux jours plus tard, condamné à un mois de prison supplémentaire pour « violence sur agent de l'administration ». Au cours d'une altercation, l'écologiste avait brisé les lunettes du directeur de la maison d'arrêt de Pau. M. Pétit a été transféré le 20 juillet à Angoulême (Charente), puis le 22 juillet à Guéret, où il se trouve à l'isolement. Son avocat, M. Jean-François Blanco, qui s'élève contre « la brutalité du châtiment subi » et le fait que la famille du démis soit interdite de visite, a saisi le tribunal administratif de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) pour obtenir l'annulation de la mesure d'isolement.

Coût de l'opération : 2 milliards de francs

Deux nouveaux vols sont envisagés, et un consortium privé international pourrait ensuite la commercialiser si l'utilisation de la microgravité s'avérait économiquement rentable (ce qui semble loin d'être le cas actuellement). Le coût de cette première mission, financée par neuf des pays membres de l'ESA (2), s'élève à environ 2 milliards de francs, comprenant le développement et la construction d'Eureka et des instruments embarqués, ainsi que le lancement (pour 130 MF) par la navette.

Après avoir lancé Eureka, l'équipage entamera, lundi 3 août, la partie la plus spectaculaire - et aussi la plus délicate - de la mission. Les astronautes déploieront, en effet, le TSS (Tethered Satellite System), un satellite italien qui restera attaché pendant deux jours à la navette par un fil de 20 kilomètres de longueur.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Eureka est équipée pour cette mission de quinze instruments dont cinq à utilisateurs multiples, qui permettront la réalisation d'une cinquantaine d'expériences portant sur la synthèse de matériaux en microgravité, les effets de l'environnement spatial sur les tissus biologiques, l'étude de la haute atmosphère, du rayonnement solaire, des particules présentes en orbite, l'astrophysique (avec un télescope à rayons gamma et X), et pourront tester du matériel de télécommunications et de propulsion destinés aux satellites des futures générations.

(2) Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suisse.

CATASTROPHES

En amorçant sa manœuvre d'atterrissage sur Katmandou

Un Airbus de Thai International s'écrase au Népal avec 113 personnes à son bord

BANGKOK

de notre correspondant

Un Airbus 310-300 de Thai International Airways s'est écrasé, vendredi 31 juillet, à environ 60 kilomètres au sud-ouest de l'aéroport de Katmandou, au Népal, alors qu'il amorçait une manœuvre pour atterrir. Un total de 13 personnes - 99 passagers et 14 membres d'équipage - se trouvaient à bord. Les autorités redoutaient l'absence de survivants et un porte-parole de la Thai a déclaré à Bangkok qu'il était trop tôt pour préciser les causes de la catastrophe.

En raison de mauvais temps, l'appareil avait tourné à trois reprises au-dessus de l'aéroport de la capitale népalaise avant d'obtenir l'autorisation d'atterrir. Le commandant de bord, présenté comme un pilote chevronné, avec plus de vingt ans d'expérience et la qualité d'instructeur, a alors demandé l'autorisation de rallier le « point Roméo » (3 500 mètres d'altitude) avant d'amorcer sa descente.

L'épave de l'appareil a été repérée, dans la nuit, à 2 830 mètres d'altitude dans une forêt dense. Mais les opérations hélicoptères de secours ont été freinées par de fortes pluies et, surtout, des condensations de nuages à flanc de montagne. Elles ont été interrompues avec la tombée de la nuit sans que les hélicoptères puissent se poser. Samedi matin, des hélicoptères ont pu survoler l'épave. Deux mille personnes ont également été mobilisées à terre.

L'appareil avait, selon la Thai, subi sa dernière révision de routine le 22 juillet. La compagnie nationale thaïlandaise a démenti que le décollage de l'aéroport de Bangkok ait été reporté d'une heure en raison d'un problème de moteur. L'avion a même décollé avec cinq minutes d'avance, a affirmé un porte-parole. Le contrôle aérien de Calcutta a indiqué que l'appareil avait disparu de l'écran-radar alors qu'il amorçait sa descente, et un porte-parole indien a ajouté que l'Airbus « avait probablement perdu

sa direction en raison de fortes pluies ». Parmi les quatre-vingt-neuf passagers embarqués à Bangkok figuraient cinq Belges, quatre Allemands, trois Espagnols et onze Américains.

C'est la première catastrophe aérienne thaïlandaise sur une ligne internationale, et, s'il devait se confirmer qu'il n'y a pas de survivants, ce serait la plus grave dans l'histoire de l'aviation du royaume. Avant son absorption par Thai International, la Thai Airways (lignes intérieures) avait perdu trois avions, en 1985, 1987 et 1990. La catastrophe de vendredi 31 juillet intervient à un bien mauvais moment pour la Thai, dont les bénéfices se sont nettement contractés pour la première fois depuis sa création en 1960. En outre, le gouvernement enquête actuellement sur une série d'opérations financières controversées.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Plus de cent morts dans un accident d'avion en Chine

Au moins cent personnes ont été tuées lorsqu'un avion d'un vol intérieur transportant 126 personnes a manqué son décollage, vendredi 31 juillet, à l'aéroport de Nanjing (Nankin, à l'est de la Chine), selon le dernier bilan encore provisoire de la catastrophe, publié samedi 1^{er} août à Pékin.

Le Yak-42 de la compagnie China General Purpose Airline devait assurer un vol à destination de Xiamen (sud-est de la Chine). Il transportait 116 passagers et 10 membres d'équipage, tous de nationalité chinoise. L'avion « n'a pas réussi à décoller et s'est transformé en une boule de feu » à quelque 600 mètres de la piste, a rapporté China nouvelle. Le Yak-42 est un court-moyen couronné de fabrication soviétique équipé de trois turboréacteurs. (AFP.)

Le Monde

HEURES LOCALES

Yeu, une île vulnérable

Les Ogiens ont conquis les touristes. Ils subissent la rançon de la gloire

PORT-JOINVILLE

de notre envoyée spéciale

POUSSANT leur charrette à bras, les gamins se précipitent en direction des passagers chargés. Pour un transport de bagages jusqu'au bateau, « on donne ce qu'on veut, mais c'est 20 francs », explique un petit blond, qui va sur ses onze ans. L'industrie du tourisme de l'île d'Yeu commence ici, sur le continent, à l'embarcadere de Fromentine.

Curieuse industrie. Les 23 kilomètres carrés de terre vendue dans l'Atlantique n'offrent qu'un dispositif d'accueil réduit : un camping municipal, une centaine de chambres d'hôtel, un petit port de plaisance de 160 places. Mais l'obstacle n'est pas de nature à décourager les vacanciers. L'île aux basses maisons blanches attire des foules de visiteurs chaque année. Du 1^{er} juillet au 31 août 1991, alors que l'été ne fait pas particulièrement fièvre, près de 200 000 personnes sont venues goûter aux joies des grandes plages de sable et sillonner à bicyclette les chemins qui surplombent les rochers de la Côte sauvage, face au large. Encore cette statistique ne prend-elle pas en compte les 4 500 personnes arrivées en hélicoptère, ni les centaines de navigateurs amateurs qui se sont présentés à Port-Joinville ou dans la minuscule anse naturelle de la Meule.

Des résidents secondaires mécontents

Pourtant, lorsque les Ogiens commentent les résultats de la saison estivale, ils ont l'air à la pêche au thon blanc autant qu'un remplissage des locations. Pour eux, pêche et tourisme sont les deux sources de revenus de l'île d'Yeu. A parts égales. Sur les quais, personne n'est prêt à en démordre. Seul le maire, M. Pierre Crochet, qui déclare se

situer, sur le plan politique, « entre Barre et Rocard », remet courageusement ce dogme en question. L'argent des continents rapporte, selon cet ancien instituteur chateaufortien devenu chef de gare maritime, plus que ses administrés ne veulent le croire.

Une enquête réalisée par le Centre technique des métiers a recensé près de 2 000 emplois permanents en 1991, soit 300 de plus qu'en 1983. La pêche occupe près de 28 % de la population active, le commerce 15 %, l'hôtellerie-restauration 9 %, et le bâtiment 16 %. Ce dernier secteur est en passe de devenir une spécialité ogienne : depuis 1970, 940 résidences secondaires et 770 habitations principales ont été construites.

« Désormais, les maisons poussent comme des champignons au bord des routes », fulmine une Parisienne. De Fromentine à Port-Joinville, un trajet effectué maintes fois depuis trente ans, elle n'en finit pas de regretter son paradis perdu. A l'époque où elle a choisi de construire ici sa résidence de vacances, raconte-t-elle avec l'amertume propre aux premiers amoureux de l'île, le confort citadin n'était pas de mise. L'eau courante, amenée du continent par des canalisations sous-marines, a été installée en 1960, la traversée était soumise au rythme des marées. Les propriétés étaient vastes, les terrains bon marché, et les pionniers aisés dans l'ensemble. Les professions libérales se sont montrées particulièrement friandes du charme insulaire. Et elles ont contribué à le faire connaître.

Aujourd'hui, le nombre de familles autochtones est légèrement inférieur à celui des résidents. Si ces derniers sont les plus virulents à dénoncer le « braconnage de l'île », ils n'en constituent pourtant pas les principales victimes. Le terrain à bâtir commence à manquer. Selon le plan d'occupation des sols, plus de la moitié de l'île, bientôt classée en zone d'intérêt national, doit rester sauvage.

Une fois soustraite la zone agricole, il ne resterait que 16 % de surfaces constructibles, selon une étude réalisée par une association locale, Yeu Sauvage Avenir (YSA).

Résultat : le prix du mètre carré s'est envolé. La cotière gronde chez les jeunes nés ici, qui n'ont plus les moyens de s'installer sur ces terres vendues naguère par leurs parents. Certains réclament la construction de logements HLM. Jusqu'à présent, l'habitat traditionnel a été préservé sur l'île d'Yeu. Un style architectural sobre, rehaussé de volets aux couleurs vives et d'innévitables hortensias, domine encore. Pour combien de temps ?

Les papiers gras des « mille-pattes »

L'autre motif de mauvaise humeur des habitants de Paris, de Nantes ou de La Rochelle-sur-Yeu, ce sont les touristes venus passer une journée. Accusés de laisser derrière eux leurs papiers gras, de ne pas prendre le temps de sentir l'air marin, d'encroûter les plages et les chemins étroits, voilà une bête noire toute désignée. Les Ogiens se montrent moins critiques à l'égard de ces « mille-pattes », comme ils les nomment sans méchanceté, en référence au bateau qui autrefois pouvait amener cinq cents personnes à la fois. Ces vacanciers ou fortunés, venus des campings vendéens, font vivre les organisateurs d'excursions et les loueurs de vélos ou... de voitures tout-terrain, au grand dam des défenseurs des dunes.

Les transports maritimes entre l'île et Fromentine ou Saint-Gilles-Croix-de-Vie ont connu un développement rapide. En 1986, une compagnie privée avait inauguré une desserte de vedettes concurrente de la Régie départementale des passages d'eau de la Vendée. En retour, cette dernière a lancé l'hiver dernier une liaison rapide : trente-cinq minutes au lieu d'une heure dix auparavant. Le flot quotidien s'en est trouvé

accru. « L'intérêt des conseils généraux ne coïncide pas avec celui des îles du Ponant », déplore le maire. Pour combler le déficit de l'hiver, les bateaux multiplient leurs rotations pendant la saison touristique. En août, l'île est parfois au bord de l'asphyxie. Cette invasion périodique pose des problèmes considérables de voirie et d'infrastructures routières. Une lourde charge pour cette petite commune isolée, où le moindre effort d'aménagement revient de 20 % à 30 % plus cher que sur le continent, sans aides financières particulières.

Certains îliens, tel M. Yves Cadou, conseiller municipal « globalement de gauche », dénoncent aujourd'hui le souci de rentabilité immédiate qui a conduit à la situation actuelle. Si d'autres activités économiques ne sont pas rapidement lancées, l'île risque d'être noyée sous la déferlante touristique, explique cet homme-orchestre, animateur, entre autres, du club de théâtre, de la radio locale et d'un mouvement en faveur du développement de la lecture.

Dans l'ensemble, la population s'accroche à la pêche comme à un antidote. Mais les filets maillants, utilisés par les professionnels de Port-Joinville, sont dans le collimateur des écologistes français et étrangers. Quant à l'Europe des pêches, avec ses quotas, elle est ici ressentie comme une menace. Comment les fonctionnaires de Bruxelles pourraient-ils prendre en compte ce morceau de Vendée, situé à 17 kilomètres de la première côte communautaire ? Les Ogiens sont sceptiques.

MARTINE VALO

La semaine prochaine : L'île d'Ouessant

REPÈRES

BOURGOGNE
Promotion hôtelière en Saône-et-Loire

DANS le sud de la Bourgogne, les mauvaises conditions climatiques du début de l'été, ajoutées à la grève des routiers, se sont ressenties sur le tourisme. Les professionnels de ce secteur, soutenus par le conseil général (UDF) de la Saône-et-Loire, ont décidé de réagir. Pour allonger le séjour des touristes de passage, un trentaine d'hôteliers leur offrent une troisième nuit à moitié prix, jusqu'au 25 août. Cette initiative est annoncée par une campagne d'affichettes et de tracts distribués au péage des autoroutes. Elle concerne quelque 1 100 chambres d'hôtel. Par ailleurs, les chambres d'hôte, les gîtes ruraux et les campings resteront ouverts en septembre et en octobre. Ainsi, espère-t-on, dans les milieux concernés, retrouver l'optimisme qui avait prévalu au printemps, lorsque le taux des nuitées avait marqué une progression de 9 % par rapport à l'année dernière.

BRETAGNE
Microfilmage de journaux anciens en Ille-et-Vilaine

LE conseil régional de Bretagne, le conseil général d'Ille-et-Vilaine, les villes de Rennes, Vitré, Fougères et Saint-Malo ont signé avec la direction du livre et de la lecture du ministère de la culture une convention pour la réalisation d'un plan de microfilmage de journaux anciens. L'opération devrait coûter 900 000 francs. Plus de 300 000 pages de trente-quatre titres vont être accessibles au grand public sans risque pour leur conservation. Parmi les périodiques retenus figurent plusieurs journaux du dix-neuvième siècle. Le papier utilisé à cette époque contenait davantage de bois que de chiffon, d'où une plus grande vulnérabilité à l'épreuve du temps. Les 5 400 mètres de microfilm seront conservés aux archives départementales et dans les bibliothèques municipales de Fougères, Rennes, Saint-Malo et Vitré.

PAYS DE LA LOIRE

La « Sécu » de Nantes se décentralise

EN 1990, la caisse primaire d'assurance-maladie de Nantes décidait de se rapprocher de ses usagers en créant, dans l'agglomération, mais aussi dans certains chefs-lieux de canton distants d'une cinquantaine de kilomètres, treize « maisons de la Sécurité sociale ». Cette « décentralisation » de la « Sécu » a participé à la revitalisation des zones rurales, constate-t-on, deux ans plus tard. Rien à voir avec les permanences minimales de jadis. Les « maisons » sont équipées de réseaux informatiques leur permettant de traiter les dossiers dans les mêmes délais que la caisse centrale.

L'idée, que l'on doit à M. Claude Frémont, directeur de la caisse de Nantes, a été bien accueillie par les maires des communes concernées, à qui il était pourtant demandé de fournir des locaux. Les emplois sont occupés par du personnel volontaire, sans augmentation d'effectifs. La formule permet donc de rendre un meilleur service sans coûter un centime de plus à la « Sécu ».

POITOU-CHARENTES

Un centre d'information juridique à Poitiers

SIÈGE de l'une des plus anciennes facultés de droit de France, Poitiers vient de donner naissance à un centre d'information juridique baptisé Droit et médias, qui se trouve sur le site du Futuroscope. Plutôt que de se doter d'une bibliothèque, celui-ci a créé un réseau de juristes et de correspondants à l'étranger qui, grâce au téléport voisin, peuvent transmettre, dans les meilleurs délais, les renseignements demandés. Droit et médias est déjà implanté dans huit pays européens. Sa directrice, M^{me} Petra Cramer, avocate d'origine néerlandaise, annonce un développement rapide en direction des pays de l'Est.

► Droit et médias. Tél. : 49-49-41-41. Minitel 36-21, code REIDL.

Cette page a été réalisée avec la collaboration de nos correspondants Clandine Mettetal (Macon), Christian Teal (Rennes), Yves Rochevigne (Nantes) et Michel Lévêque (Poitiers).

Compétition pour l'Europe

Le traité de Maastricht prévoit que les collectivités locales seront consultées sur les décisions européennes. Toutes demandent à l'être

LE rôle des collectivités locales dans la construction européenne va-t-il enfin être reconnu ? Le traité de Maastricht prévoit la création d'un Comité des régions à caractère consultatif, composé de 189 représentants, au sein duquel la France compterait 24 membres. Il s'agit là d'une avancée majeure par rapport au traité de Rome, qui reconnaissait les seuls États pour partenaires.

Il est néanmoins permis de se demander si cette nouvelle institution aura le pouvoir d'influencer la législation communautaire. Son fonctionnement, son mode de désignation et sa représentativité seront sans doute déterminants. Ils font actuellement l'objet de négociations entre États-membres et, au sein de chaque État, entre les ministères concernés et les associations de collectivités locales.

Une question, notamment, reste en suspens : quelles collectivités seront représentées ? Sur ce point, le traité est assez imprécis, voire contradictoire. Il stipule en effet que le Comité « des régions » sera com-

posé de représentants de « collectivités régionales et locales ». Moyennant quoi les élus des communes et des départements estiment avoir un droit de cité égal à celui des collectivités territoriales.

Pour une représentation équitable

« Si l'on veut appliquer le principe de subsidiarité et combler le déficit démocratique de Bruxelles, il faut faire siéger le niveau d'administration le plus proche du citoyen : la commune. D'ailleurs, que seraient l'Alsace, la Flandre, la Langue-d'Oc-Roussillon, sans Montpelier ? », demande M. François Zangora, directeur de l'Association française du Conseil des communes et régions d'Europe (AFCRE).

Ce groupe, présidé par M. Jacques Chaban-Delmas (RPR), vient de lancer une campagne en faveur du traité de Maastricht après des élus locaux. L'AFCRE réclame une représentation équitable des trois niveaux d'administration locale. Elle veut que les représentants du

Comité soient des élus, et non des fonctionnaires. « Il faut en faire une assemblée politique, et non un groupe d'experts semblable au Comité économique et social », estime M. Zangora. Ses membres devraient être choisis par les associations politiques représentatives, et non par les gouvernements (Le Monde daté 15-16 décembre 1991).

En vertu du même principe de subsidiarité, les départements, compétents en matière d'équipement et d'aménagement rural s'estiment les mieux placés pour servir d'intermédiaires entre l'Europe et les citoyens des campagnes. « Quand la commune prend une décision, ce sont les départements qui l'appliquent », déclare M. Jean-Jacques Weber, président (UDF) du conseil général du Haut-Rhin.

Réaffirmation du principe de non-tutelle

L'Assemblée des présidents de conseils généraux a créé l'an dernier un centre de ressources et d'informations sur les procédures communautaires. Elle envisage de tenir son pro-

chain congrès à Strasbourg, sous les auspices du Conseil de l'Europe, fervent défenseur des minorités locales.

Echaudés par l'expérience des derniers conseils de plan, les départements craignent en effet un certain impérialisme des régions. « Elles ne doivent pas prendre de décisions à notre place », prévient l'Assemblée des présidents de conseils généraux (APCG), à majorité UDF. Elle rappelle que la décentralisation a institué un principe de non-tutelle d'une collectivité sur une autre, ainsi que des compétences différentes.

Pourtant, tranche M. Jacques Blanc, président (UDF) du Languedoc-Roussillon et de l'Association nationale des élus régionaux, « seuls, les présidents de région auront le poids politique nécessaire pour bloquer les dérives technocratiques ». Il s'agit donc pour le Comité soit mixte dans un premier temps. Mais les régions devraient compter au moins treize représentants permanents.

Départements et communes se partageraient les onze sièges restants. M. Blanc souhaite que, après

une période transitoire de quatre ans, un deuxième comité consultatif soit créé, afin de regrouper ces collectivités infrarégionales.

De nouveaux droits ?

L'Europe donnera-t-elle aux régions le moyen de consolider leur influence sur le plan national ? Avec la réforme des fonds structurels, Bruxelles a déjà contribué à promouvoir le rôle de ces collectivités territoriales dans la construction européenne. Les régions étaient en effet associées - en théorie, sinon en pratique - à la gestion de ces énormes budgets qui doivent corriger les écarts de richesse entre territoires.

Fins stratèges, les élus pourraient s'appuyer sur Maastricht pour obtenir l'élargissement, en France, de leurs prérogatives : « Nous demandons de nouveaux droits en matière d'éducation, de formation professionnelle ou d'environnement », promet M. Jacques Blanc.

RAFAËLE RIVAIS

Une date limite pour la coopération intercommunale

LE calendrier de la coopération, prévu par la loi sur l'administration territoriale de la République, inqûète un certain nombre d'élus, qui craignent de se faire quelques fois forcer la main. Ils s'interrogent sur l'efficacité du 8 août, l'une des plus importantes, sans doute, prévues par ce texte. Il se demandent si elle doit être considérée comme une date limite pour le dépôt de leurs projets (Le Monde daté 5-6 juillet).

Selon la loi du 6 février 1992, la commission départementale de la coopération intercommunale est obligée de rédiger un schéma conforme aux propositions des communes, lorsque deux conditions sont réunies : il faut que ces projets aient été formulés avant le 8 août, et qu'ils soient « concordants » sur

deux points : la formule choisie (entité juridique, compétences) et les partenaires retenus.

Le secrétaire d'État aux collectivités locales, M. Jean-Pierre Sueur, a déclaré récemment que les propositions faites après le 8 août n'en seront pas moins « recevables » par la commission, et qu'elles « feront l'objet d'un examen attentif et approfondi ». Examiner, toutefois, n'est pas accepter. Après le 8 août, la commission ne sera pas juridiquement tenue de reprendre les projets en l'état, rappelle le ministre, dans une lettre adressée, début juillet, au président de l'Association des maires de France. En cas de litige, et quelles que soient les tolérances promises par les commissions, c'est donc bien cette date qui sera retenue.

La ville de Metz contre ses femmes de ménage

La privatisation de services municipaux a déclenché un conflit entre la mairie et d'anciennes employées

METZ

de notre correspondant

LE conflit qui oppose, depuis cinq ans, la ville de Metz et certaines de ses anciennes femmes de ménage vient de connaître un nouvel épisode, avec la décision prise, à la fin du mois de juin, par la municipalité de M. Jean-Marie Rausch (majorité présidentielle) de se pourvoir en cassation.

En 1987, la ville privatisa les services de nettoyage de ses établissements scolaires. Cette opération, déclara alors M. Rausch, devrait réduire le budget du nettoyage de 6 millions de francs à 3,5 millions.

Mais elle modifia la situation de quelque soixante-dix femmes de ménage. Près de la moitié sont reclassées dans les services municipaux. Une trentaine acceptent d'aller dans le privé. Six sont licenciées. Commence alors un véritable

feuilleton judiciaire. Les six salariées sans emploi, épaulées par la CFDT, déposent un recours au tribunal administratif de Strasbourg, qui, deux ans plus tard, casse les marchés passés par la municipalité.

Elles sont rejointes en 1989 par une quinzaine de leurs collègues, qui, à leur tour, se sont retrouvées au chômage, l'une des sociétés concessionnaires ayant été placée en liquidation judiciaire. Ces anciennes employées communales demandent à réintégrer les services de la mairie. Elles estiment que la ville a rompu abusivement leur contrat de travail, et réclament près de 3 millions de francs d'indemnités. Le conseil des prud'hommes les déboute de leur action, en avril 1991. Elles s'adressent alors à la cour d'appel de Metz qui, en mars 1992, condamne la ville à leur verser 500 000 francs, soit 22 000 francs à chacune.

La municipalité s'exécute, mais se pourvoit en cassation. Les

anciennes employées de mairie ne peuvent dépenser leurs indemnités tant qu'un jugement définitif n'est pas prononcé. Si, en effet, elles obtiennent pas gain de cause, elles devraient rembourser les sommes perçues, plus les intérêts. La procédure devant durer plusieurs années, la CFDT vient de lancer une souscription afin d'aider ces personnes qui, souvent, disposent, pour toute ressource, du revenu minimum d'insertion. Si la Cour de cassation confirme le jugement de la cour d'appel, les sommes recueillies seront versées à des œuvres humanitaires, précise le syndicat.

De son côté, la municipalité explique qu'elle « représente les intérêts de l'ensemble des contribuables messins, qui supportent individuellement les condamnations pécuniaires mises à la charge de la commune ».

JEAN-LOUIS THIS

ESCRIME : Philippe Omnès médaille d'or au fleuret

Coup de poker

Le standard téléphonique de la Fédération française d'escrime a failli sauter en fin de semaine. Des milliers de personnes ont appelé pour savoir comment ils pourraient se rendre au lac de Banyoles - situé à trois quarts d'heure de route de Perpignan - afin d'assister aux finales des compétitions olympiques. Pour la première fois depuis vingt-huit ans, les galeries françaises semblaient en mesure de monter sur l'un des quatorze podiums qui récompensent les premiers des différents épreuves. Six bateaux sur les huit engagés étaient en effet qualifiés.

Cette ambellie est portée sans restriction au crédit d'un ancien entraîneur de la RDA, Eberhard Mund. En moins de deux ans, il a réussi à relancer complètement une discipline qui végétait depuis des lustres, réorganisant les entraînements, constituant les équipes, programmant la préparation, créant une dynamique de groupe. La méthode est donnée pour « scientifique ». Elle n'a pas exclu de la part de Herr Mund un certain goût pour les coups de poker. Et celui qu'il a tenté en appelant dans l'équipe nationale Corinne Le Moal n'est pas le moindre qu'il ait osé : la Rouennaise a disputé à trente-sept ans ses premiers Jeux olympiques et elle s'est qualifiée pour la finale du skiff qui devait avoir lieu dimanche 2 août. Un énorme pari ! Une belle revanche ! Corinne Le Moal est un peu à l'aviron ce que Jeanne Longo est au cyclisme, une emmerdeuse pétrie de talent. Dès 1976, elle est au sein de l'équipe nationale. Elle commence à accumuler les titres de championne de France mais elle ne veut en faire qu'à sa tête. Pendant que les autres galèrent sous les ordres d'un entraîneur national, elle préfère suivre les conseils de son mari.

Une indépendance qui n'est guère du goût des dirigeants fédéraux de l'époque. Bien qu'elle gagne les tests de sélection, elle finit par ne pas être retenue pour les Jeux de Los Angeles.

La Normande est tellement dépitée qu'elle renonce à ramer pour l'équipe nationale. Elle se contente de battre régulièrement celles qui portent le maillot français lors des compétitions hexagonales. Elle pourrait ainsi continuer à grossir indéfiniment sa collection de titres - elle en compte dix-sept - sans autres bénéfices que sa satisfaction personnelle. Mais à la veille de son trente-septième anniversaire, Eberhard Mund lui propose de reprendre du service actif. Et Corinne Le Moal s'attelle à la tâche. Au bout de milliers de longueurs de bassin, il y a cette place en finale.

La mise à l'écart de la rameuse en 1984 était une injustice patente. Mais les échos du conflit entre la championne et sa fédération n'avaient pas dépassé le cercle des initiés. L'aviron n'a pas le même impact médiatique que le cyclisme. Corinne Le Moal n'avait pas la renommée de Jeanne Longo. Son combat contre les sélectionneurs était perdu d'avance. D'autant qu'à l'époque les sportifs n'osaient pas encore attaquer les décisions de leur fédération devant les tribunaux. Aurait-elle eu gain de cause comme la Grenobloise dans son affaire de pédale ? En tout cas, Eberhard Mund a permis à Corinne Le Moal de montrer qu'elle porte à merveille ce maillot de l'équipe de France qu'on lui a trop longtemps refusé.

Philippe Omnès a gagné vendredi 31 juillet la deuxième médaille d'or française en dominant l'Ukrainien Sergueï Goloubitski lors de la finale du fleuret individuel. Il est le premier champion olympique dans cette discipline depuis la victoire de Christian d'Oriola aux Jeux olympiques de Melbourne en 1956. C'est une délivrance plus qu'un aboutissement pour ce gaucher de trente et un ans, champion du monde 1990 à Lyon, après des années de doute jalonnées par deux premières participations décevantes aux Jeux de Los Angeles et de Séoul.

Cet homme revient de loin. En octobre 1989, à l'entraînement, le fleuret de son adversaire se brise contre son cou et perfore la veine jugulaire manquant de peu la carotide. Philippe Omnès a récolté une cicatrice et des idées bécasses sur la relativité de l'existence. Vendredi, la vie lui a encore réservé l'un de ses tours de malice insoupçonnés. A l'issue de trois « assauts » contre l'Ukrainien Sergueï Goloubitski, le Français radiéux est monté sur la première marche du podium. Enfin, après deux Jeux ratés, il réussit à « décrocher l'Olympe » sans que son bras gauche ne faiblisse.

Cette médaille d'or revient de loin. Du fond du cœur d'un homme qui a souvent balancé entre le fleuret et le ras-le-bol, dévasté par le doute à mesure que les années ont passé. « Cette victoire n'est pas un aboutissement

d'une fin de carrière. Elle est ma délivrance », s'exclame ce beau brun qui aura trente-deux ans en août. Délivrance ! Comme si Philippe Omnès pouvait enfin poser au pied du podium olympique un fardeau de plomb traîné pendant vingt-six ans et grimper léger vers le bonheur. Un sourire fendu jusqu'aux oreilles, les yeux humides de larmes contentes, le fleurettiste a tout doucement gravi les marches du podium, peu à peu, comme si elles ne se dérobaient pas sous ses pieds, comme un joli rêve qui s'évanouit dans un réveil brutal.

Un parfait anonyme

Philippe Omnès est venu à l'escrime un peu par hasard. Il avait six ans. « J'ai suivi un copain, je me frottais un peu de ce que je faisais. L'important, c'était d'être avec mes amis ». Le gamin s'amuse, prend goût à l'épée et s'entraîne très sérieusement et très dur : le genre de garçon sérieux qui répète tels des gammas, les mêmes gestes jusqu'à la perfection. Tout va très vite. Le Racing Club de France puis l'équipe de France en 1981. Il devient le meilleur fleurettiste français. Champion de France en 1982 et 1984, il compte pendant quatre années consécutives parmi les huit finalistes aux championnats du monde (1981-82-83) et aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1984 où il se classe septième avant de remporter la médaille de bronze avec l'équipe de France.

Le succès est grisant, la lumière éblouissante. Peu à peu, une ombre insidieuse envahit cette brillante carrière. Pour l'heure, Philippe

Délivrance

Omnès ne veut rien savoir. Il enchaîne les compétitions sans prendre le temps de souffler et de se poser trop de questions. Malgré deux nouveaux titres de champion de France en 1985 et 1987, il de France en 1985 et 1987, il accumule les classements moyens. Il s'entraîne dur, pourtant, mais sa belle confiance s'est érodée.

Difficile de se remettre à flot lorsque l'on doit sa sélection aux Jeux olympiques de Séoul au forfait d'un camarade blessé, Youssef Hocine. Sixième avec l'équipe de France, Philippe Omnès dégringole à la neuvième place en individuel. Il se dit fini. Curieusement, chacune de ses victoires le plonge au plus profond des abîmes de perplexité. Ce bourreau de travail se convainc tout seul qu'il n'a pas pu gagner à la force de son poignet gauche. Il fallait un gagnant, c'est tout.

En 1989, il manque d'une touche le titre de champion du monde à Denver gagnant néanmoins sa première médaille - l'argent - en individuel. L'année suivante, à Lyon, le titre de champion du monde ne lui échappe pas. Las, il reste un parfait anonyme boudé par des sponsors dont il aurait besoin pour simplement pouvoir s'entraîner. Alors, à vingt-neuf ans, le champion français range ses fleurets dans un placard. Six semaines après, il craque et reprend l'entraînement. Le plaisir du combat, la jubilation des assauts lui manquent.

Et vendredi, chaque touche qui le mène à la victoire ponctue les degrés de ce plaisir retrouvé. Le goût de la victoire à la façon Omnès revient. « Le fleuret est l'art de la finesse, explique Gilbert Lefin, directeur des

équipes de France d'escrime. Il faut savoir décrypter les élans de l'adversaire pour éviter d'être touché, ou bien l'entraîner assez pour pouvoir lui faire baisser la garde ».

Réservé et réfléchi, le Français affectionne ce genre de combat où les fleurets s'entrechoquent à peine, impressionnants assauts de précision de « l'arbitre électrique » sanctionnant la touche d'un Philippe Omnès omniprésent face à un Sergueï Goloubitski déboussolé. Priorité à l'attaque, préconise le fleuret. Le tricolore attaque donc, et dans le danger, trouve la bonne parade, la fausse et enfin la mouchetée. Parfois, les attaques sont si foudroyantes qu'elles en sont frustrantes. On aurait aimé les voir s'affronter encore ces deux gauchers-Scaramouche, dont l'un était plus vif, plus haïssable.

Une reine de rive

Homme posé, le futur champion olympique l'est même dans ses colères. Lorsqu'il sent la pression monter. Lorsque ses feintes sont imprécises dans la précipitation, il pousse un hurlement ou fait grimacer tout son corps. Une souape s'élève, la tension se libère. « J'ai essayé de trouver tous les artifices possibles pour éviter d'être écarté par l'enjeu d'un tel affrontement. J'ai tenté de me remettre dans les conditions de Lyon, où j'avais connu une pareille émotion avant de devenir champion du monde. Ainsi, jusqu'à la dernière seconde, pour me vider l'esprit, je me suis hurlé qu'il y a d'autres choses dans la vie que l'or. » Se

souvenait-il des assauts, d'ailleurs ? « Je crois que cela a été serré. J'étais bien, je tirais bien. Il ne fallait pas que je commette de fautes tactiques ».

Fringant et rigolard dans l'euphorie, sa médaille d'or cognait sur sa poitrine. Il parle encore de ses doutes : « J'avais peur d'avoir été à mon summum à Lyon. Je pensais qu'à presque trente-deux ans, ça allait être juste. » Il rend hommage à tous ses maîtres qui l'ont aidé à monter une marche de l'escalier et à Christian Martin, son nouvel entraîneur avec qui il travaille depuis quatre ans et qui lui a permis « de franchir le dernier palier ». Après Barcelone, Philippe Omnès va sans doute arrêter pour de bon et sur un succès : « L'entraînement commence à me peser d'autant que l'écart d'âge avec mes camarades de l'équipe de France grandit peu à peu ».

Avant de partir, le bras d'or de l'épreuve individuelle veut réaliser le doublé avec l'équipe de France. Vendredi, il s'est juré de ne pas laisser retomber cette tension pour retrouver ce plaisir d'une victoire qui l'a lavé de toutes ses défaites et de tous ses triomphes, aussi. Curieux ou olympique. Comme s'il avait le pouvoir de tout gommer et cicatriser toutes les blessures. Toutes, sauf cette petite plaie nichée dans le cou de Philippe Omnès, près d'une veine de vie. Le signe, peut-être, que les trente-deux premières années de son existence n'auront tenues qu'à la laine d'un fleuret.

BÉNÉDICTE MATHIEU

NATATION : record du monde sur 1 500 mètres nage libre

Kierin Perkins, le « wonder kid »

Deux records du monde ont été améliorés, vendredi 31 juillet à l'occasion de la dernière journée des épreuves de natation par la Chinoise Yong Zhuang sur 50 mètres (25 s 56) et par l'Australien Kierin Perkins sur 1 500 mètres (14 mn 43 s). Les autres vainqueurs sont l'Américain Summers Sanders sur 200 mètres papillon (2 mn 08 s 67), les Hongrois Tamas Darnyi sur 200 mètres 4 nages (2 mn 00 s 78) et Kristina Egerszegi sur 200 mètres dos (2 mn 07 s 34) et le relais masculin américain (Rouse, Diabel, Morales, Olsen) sur 4 fois 100 mètres 4 nages. Les Français ont obtenu deux places de finalistes par Catherine Plewinski, quatrième du 50 mètres et par le relais 4 fois 100 mètres masculin, cinquième.

Dans les années 50, l'Australie avait été émue par l'histoire de Jon Konrads. Freppé de polio à neuf ans, ce fils de réfugiés lettons, avait dû fréquenter assidûment une piscine pour hâter sa guérison. Six ans plus tard, il battait les records du monde du 200, 400 et 1 500 mètres avant de devenir champion olympique sur cette distance à Rome en 1960. C'est aussi à neuf ans que Kierin Perkins a failli perdre sa jambe gauche en passant à travers une porte vitrée. Muscle sectionné et arête touchée, il avait évité de justesse l'amputation. Les médecins lui avaient prescrit des séances de piscine pour sa rééducation. Au printemps dernier, il a battu les records du monde du 400 mètres, 800 mètres et 1 500 mètres, avant de devenir à Barcelone... champion olympique sur cette distance.

La répétition de l'histoire ne s'arrête pas là. A Rome, Jon Konrads avait devancé son compatriote Murray Rose. A Barcelone, les Australiens ont effectué un nouveau doublé avec Glen Housman. La principale différence réside dans les temps. Jon Konrads avait nagé en 17 mn 19 s 6. Kierin Perkins a pulvérisé son propre record du monde de près de 5 secondes en 14 mn 43 s 48. Trente-deux ans plus tard, après une longue traversée du désert, l'Australie

renoue avec l'histoire de ses « wonder kids ». « C'est vrai qu'il y a une tradition et une atmosphère autour des championnats olympiques, estime le champion d'Europe. Peut-être est-ce la façon dont nous sommes élevés. Nos ancêtres ont dû travailler dur. Quand on veut quelque chose, il faut toujours se battre pour l'avoir. En revanche, les Américains ont toujours eu des champions sur les courtes distances ».

Les méthodes de préparation ont évolué. John Carrow, l'entraîneur de Jon Konrads, a été de Brisbane, a travaillé avec des chercheurs de l'université de Queensland pour étudier la coordination des mouvements dans l'eau, les fréquences idéales de battements des pieds. Mais un 1 500 mètres se gagne toujours dans la tête. Créé d'œuvres des 200 mètres de temps de passage très inférieurs à ceux de son record du monde, Kierin Perkins a dû effectuer l'essentiel de sa course en solitaire, croisant le plus souvent ses adversaires dans certains accusés plus d'une longueur de bassin de retard à l'arrivée. « Je n'avais pas idée du temps, assurait le nouveau champion olympique. J'attendais vaguement le foule qui m'encourageait, mais ça n'a pas été une épreuve où j'ai eu l'impression de me battre à mort. Je pense que j'aurais pu aller plus vite. C'est une question de mental. Quand vous êtes le premier, ça ne fait pas mal du tout ».

A dix-huit ans, le nouveau phénomène de la natation australienne a du mal à envisager ses limites. Depuis les derniers championnats du monde de Perth en 1991 où il avait été battu par l'Allemand Joerg Hofman, troisième à Barcelone, son programme d'entraînement, étalé sur quatre années, avec plus de 80 km par semaine, effectués à raison de 5 à 6 heures par jour, prévoit une augmentation sensible de l'intensité des séances chaque mois. « Tant que je gagne et que j'ai encore envie de nager, je peux améliorer mon temps, dit-il. J'ai encore une marge, mais il faut être frais et avoir des réserves pour répéter un 1 500 mètres. J'ai très envie d'être à Atlanta en 1996, mais je ne sais pas si je serai encore assez motivé pour y disputer le 1 500 mètres ».

G. A.

Un entretien avec Stephan Caron

« Popov a quelque chose de plus »

Les épreuves de natation ont pris fin, pour les courses, vendredi 31 juillet. Stephan Caron, vice-champion du monde en 1986 et médaille de bronze sur 100 mètres nage libre aux Jeux de Séoul (1988) et de Barcelone, en dresse un bilan pour le Monde.

« Si vous deviez retenir une image et un champion comme symbole des épreuves de natation, quels seraient-ils ? »

« Popov. Sans hésiter. Il a créé la surprise, tant sur 100 mètres que sur 50. Sur cette distance, c'était totalement inattendu. Dans l'histoire de la natation, ça n'est pas arrivé souvent aux Américains de se faire dominer en sprint. Il faut remonter à 1956 pour ne pas les retrouver sur le podium du 100 mètres. Popov est un grand champion qui a un potentiel de progression énorme. Dans la salle d'appel, je n'avais jamais vu quelqu'un avec une telle décontraction. Popov a quelque chose de plus. Il maîtrise parfaitement son sujet. Il est fait pour la natation. Si l'on a un qui peut battre le record du monde de Biondi (48 s 42), que je trouve mythique, c'est lui ».

« Du mal à admirer les Chinoises »

« Avec vingt-sept médailles en sprint et une course, les Américaines ont largement dominé ces épreuves, mais le public a surtout retenu les succès de quelques-unes de leurs plus grandes stars. Avez-vous été surpris par leur affacement en nage libre et quel jugement portez-vous sur leur bilan ? »

« Il faut relativiser cet échec. Ils remportent quand même plus de vingt médailles. C'est énorme. Leur équipe était surtout composée d'un groupe de jeunes qui manquaient d'expérience au niveau olympique et de « vieux » en fin de carrière. Il leur manquait une ossature intermédiaire de nageurs en pleine force de l'âge et de leur entraînement. La surprise est surtout venue de la nage libre et des relais où d'autres pays ont eu leur chance. C'est bon pour le spectacle, et la natation a besoin de spectacle ».

« Malgré les bouleversements politiques et sociologiques dans l'ex-URSS, les nageurs de la CEI se sont imposés dans toutes les épreuves de nage libre, du 50 aux 400 mètres. Pensez-vous que ces difficultés aient pu consti-

tuer un stimulant pour ces champions ? »

« Je ne parlerais pas de motivation. Je crois qu'ils étaient plus relâchés. Les événements dans leur pays ont pris de telles proportions qu'ils peuvent relativiser tout ce qui leur arrive. Cette année, ils ont été bien aidés. Ils ont pu s'entraîner dans de bonnes conditions dans des pays comme l'Italie. Ils sont allés. Ils cherchent à se faire plaisir. Le sport est devenu pour eux une échappatoire ».

« L'avènement des Chinoises avec neuf médailles, dont quatre en or, est un autre fait marquant de ces Jeux. La présence en Chine d'entraîneurs de l'ex-RDA et la morphologie de certaines nageuses, ont déjà suscité quelques rumeurs. La natation est-elle à l'abri des dérapages de la préparation physiologique ? »

« C'est difficile de se prononcer là-dessus. Tout le monde a des doutes. On ne peut pas juger les gens sans preuve, mais j'ai du mal à admirer les Chinoises lorsque je vois à quel point elles ressemblent. Actuellement, nous devons prendre en compte leurs résultats avant d'accuser. Il faut considérer que la Chine est un immense pays de plus d'un milliard d'habitants. Le jour où ils décident de s'investir dans un sport, ils disposent d'une masse énorme de sportifs pour leurs sélections ».

« L'affondrement le plus spectaculaire est celui de l'Allemagne réunifiée, qui n'a obtenu qu'une médaille d'or. Comment l'expliquez-vous ? »

« J'ai du mal à réaliser. Même si elles n'ont obtenu qu'une médaille d'or, les filles n'ont pas eu de mauvais résultats, mais je ne connais pas suffisamment leur préparation. Je crois qu'il y a surtout eu un problème d'insertion pour les sportifs de l'Est. Les mentalités étaient très différentes. L'équipe allemande a été totalement décomposée après des affaires de dopage. C'est évident que lorsqu'ils ont dû arrêter, les performances ont chuté. Ils ont aussi dû changer de structures, de clubs. Cela a représenté de gros bouleversements pour les sportifs de l'ex-RDA ».

Exposito nouveau leader

« La natation française a longtemps dû chercher sa voie entre le système universitaire américain et les structures d'Etat des pays de l'Est. Avez-vous obtenu à Barcelone son meilleur résultat depuis 1952, mais les trois médailles travaillant en

marge du système fédéral avec des entraîneurs particuliers. Les structures fédérales sont-elles adaptées aux exigences de la haute compétition ? »

« Il faut les deux systèmes. Certains nageurs ont besoin des structures fédérales. D'autres ont plus besoin d'un soutien familial ou d'un entraîneur. C'est une question de tempérament et, souvent, d'âge. L'assistance, c'est bien quand on est jeune. Plus tard, on a besoin d'être plus indépendant pour pouvoir vivre sa vie. La natation est un sport individuel. On n'a pas besoin de vivre en permanence avec une équipe. Le mérite de Patrice Prokop (directeur technique national) et d'Henri Séandour (président de la fédération), c'est d'avoir su concilier ces deux impératifs. Lorsque je suis arrivé en équipe de France en 1983, nous avions trois finalistes aux championnats d'Europe. Aujourd'hui, nous avons autant de médailles aux Jeux. C'est un résultat très positif ».

« Lorsque vous prenez un peu de recul avec votre carrière, de quoi êtes-vous le plus fier ? »

« Je n'ai pas vraiment connu une consécration. C'est un tout avec une longue présence au plus haut niveau, des médailles aux Jeux et aux championnats du monde et la faculté d'avoir pu poursuivre parallèlement mes études. Je crois que c'est important d'arriver dans la vie active dans de bonnes conditions ».

« Vous avez été le leader de la natation française pendant deux olympiades. Vous voyez-vous un successeur pour les prochains Jeux à Atlanta ? »

« Il est déjà tout désigné. Franck Esposito n'a pas, pour l'instant, tout le charisme nécessaire, mais il a déjà les résultats et une bonne personnalité. Tout le monde l'adore dans l'équipe. Je lui fais confiance pour assurer ce rôle à l'avenir ».

« Vous avez disputé à Barcelone votre dernière grande compétition internationale. Qu'allez-vous faire dans les prochains mois ? »

« D'abord réfléchir sur mes ambitions professionnelles. Une nouvelle vie commence. Un nouveau défi dans lequel je compte m'engager à fond. Pour assurer une bonne transition avec un sport dans lequel on a vécu beaucoup d'émotions, il faut s'investir au maximum. J'ai encore une tâche à préparer et un stage à effectuer. Mais, fin décembre, je serai diplômé de l'école supérieure de commerce de Paris et opérationnel ».

Propos recueillis par GÉRARD ALBOUY

OLYMPIQUES D'ÉTÉ

De nos envoyés spéciaux à Barcelone

GYMNASTIQUE : le concours général masculin

Dernier triomphe pour un empire éclaté

La Biélorusse Vitali Chitchebo est monté vendredi 31 juillet sur la plus haute marche du podium du concours général individuel de gymnastique. Il était encadré par deux autres membres de l'équipe de la Communauté des États indépendants (CEI), l'Ukrainien Grigori Misoutine et l'Azerbaïdjanais Valeri Belenki. La suprématie des ex-soviétiques a été totale dans cette discipline. Les deux Français en compétition, Patrice Casimir et Sébastien Darrigade, ont terminé respectivement aux 31^e et 32^e places.

Pour une razzia, cela en fut une. Et encore, il manquait Igor Korobchinski. Cet autre Ukrainien, champion d'Europe 1992, avait pourtant terminé cinquième lors des qualifications du concours par équipes. Il n'avait cependant pas été sélectionné car seulement trois gymnastes sont retenus par nation dans le concours général individuel. Sinon cela aurait été la grande razzia: Quelle insolente domination! La mort de PURSS n'a pas mis fin au monopole qu'elle exerçait sur cette discipline. Dans ce domaine, elle a encore de belles ressources.

Un trio presque parfait. Il s'agit moins d'un point (59,023 sur 60) aux 62 kilos de muscles de Vitali Chitchebo, pur produit de Minsk, pour être totalement irréprochable. Une petite ballesse à la barre fixe et une très, très légère insuffisance au sol pour que l'on puisse dire: bon à 100 %. Quelques juges chagrins ont dû voir un léger tremblement, noter un défaut de courbure dans un triple salto, déplorer une réception pas tout

à fait contrôlée pour tempérer l'ardeur des dix qui s'inscrivaient sur les tableaux lumineux.

Et encore, ce génie de précision n'a triomphé qu'avec un dixième de point sur Grigori Misoutine et trois dixièmes sur Valeri Belenki. D'où vient l'avantage, a-t-on demandé à Chitchebo? Il a répondu tout simplement: «La différence, est d'un dixième». Mieux qu'un long commentaire pour expliquer que cette belle brochette était à un grain de magnésie près et que les autres n'ont jamais pu les inquiéter - à part l'Allemand Andreas Wecker, un spécialiste

des anneaux formé au Dynamo de Berlin, qui s'est adjugé une belle quatrième place.

Vitali Chitchebo et ses deux compères se sont baladés du début à la fin parvenant même à arracher, à de nombreuses reprises, les applaudissements d'une foule toute acquise à un compatriote espagnol nommé Rodriguez, lequel est d'ailleurs parvenu à terminer en seizième position de cette épreuve particulièrement relevée. Le maire de Barcelone, M. Pasqual Maragall, avait fait le déplacement pour saluer les performances de ces trente-dix virevoltants de haute

ligne dont la stature contraste singulièrement avec celle des superbes poupées sautantes de l'autre sexe. Ce qui n'empêche pas les entraîneurs de se servir aussi dans leurs bras ces éponges sculptées de muscles après un exercice réussi. Que d'affection et d'attention maternelle entre ces chefs-d'œuvre élaborés au fil d'un long compagnonnage et leurs artisans couvant du regard ces bijoux de la voltige. Quand la main glisse, que la bête se dérobe, que la vitesse bouscule l'équilibre et que tout bascule dans la rupture d'harmonie, elles sont là, tout près, ces secondes virevoltantes pour transmettre d'un regard leur sollicitude.

Du haut de son 1,68 mètre et du poids de ses vingt ans, Vitali Chitchebo a crié qu'il «aimait» celui qui l'a aidé à conquérir cette médaille d'or. Barcelone était son objectif alors, aujourd'hui, il est «content». «J'ai réalisé mes rêves. Tout ce travail n'a pas été fait en vain», dit-il, très sérieux avec sa petite moustache blonde à peine visible, son nez pointu et ses cheveux en arrière qui lui donnent un air volontaire. Vitali sait ce qu'il veut. Il l'a obtenu. Maintenant, il n'a qu'une hâte: pouvoir retrouver sa femme qu'il n'a vue que trois fois depuis son mariage, en décembre dernier.

Donner d'abord

Pour l'instant, il ne se soucie guère du reste, des reproches qu'on lui fait de ne pas sourire quand il est en compétition, de son avenir de gymnaste, de la probable diminution de cette force de frappe de compétition avec l'éclatement des différentes Républiques. A Paris, au mois d'avril, lors du championnat du monde, il avait été déclaré que l'on hisse le drapeau de la Fédération internationale de gymnastique et qu'en guise d'hymne

national résonne du Beethoven. «Je ne savais plus pour qui je faisais de la compétition», avait-il fait remarquer. Désormais, il le sait un peu mieux, apparemment, puisqu'il arbore le drapeau biélorusse frappé de la faucille et du marteau et que, en plus, l'hymne biélorusse a été entonné sous les voûtes du palais des sports Sant Jordi.

Valeri Belenki, 1,62 mètre, 57 kilos, est, lui, manifestement fier de son pays, l'Azerbaïdjan. Lors de la remise des médailles, cet étudiant de Belou a défilé le ruban pour qu'il ne dissimule pas son drapeau, qu'il affichait ostensiblement sur la poitrine. Il reconnaît que «les gymnastes ne sont pas toujours bien équipés, mais qu'il y a une série de jeunes qui font du sport et sont l'avenir du pays».

Bientôt, de la gymnastique ex-soviétique ne subsistera qu'un substrat déconnecté et éparpillé. L'Ukraine pourra peut-être prendre la relève. Grigori Misoutine n'en sait rien. Avec sa bonne bouille et son sourire timide, ce gymnaste à la technique pétillante n'est pas du genre à se faire de la bile. Ce «calme de nature», comme il s'est défini lui-même, a toujours pris les choses avec philosophie. Pourquoi se torturer les méninges en un si beau jour quand on a vu le sommeil comme passe-temps.

Le triomphe acquis, le stress oublié, ces trois valeureux ne voulaient plus que cela après les épreuves: dormir. Vitali Chitchebo n'en peut plus de répondre aux questions. Il a la tête vide, l'esprit fatigué. Son sac de sport à peine réformé, il quitte la salle, poursuivi par des amateurs d'autographes. L'avenir de la gymnastique venue de Moscou n'est pas son problème ce soir. Difficile de le blâmer.

MICHEL BOLE-RICHARD

HALTÉROPHILIE : au sein de l'équipe «unifiée»

Bisbilles de poids

En catégorie 82,5 kg, le spectacle n'est pas seulement venu de la victoire du Grec Pyrrhos Dimas. Il s'est également déroulé en coulisses, où l'équipe dite «unifiée» a été pour des problèmes nationaux.

Premier épisode, avant la compétition: l'entraîneur russe Vasili Alexeev évacue l'haltérophile turkmène Altynmurad Orazdurdyev, présumant une blessure de l'ancien champion du monde. Alexeev reconnaît plus tard avoir voulu privilégier l'iranien Samadov, un Tchèque de la République de Russie. Orazdurdyev s'insurge: «J'ai dit que je ne laisserais battre, que la deuxième place me suffirait mais il (Alexeev) a répondu que c'était trop tard». Son entraîneur personnel, Turkmène lui aussi, en

profite même pour dénoncer «l'ancienne mafia soviétique».

Deuxième épisode, sur le podium: Samadov, seulement troisième de la compétition, dénonce le comportement gênant des supporters grecs. Alors que retentissent les hymnes nationaux, il jette sa médaille par terre et s'en retourne aux vestiaires sous les huées du public. Le Tchèque de la Tchétchène a été exclu à vie par la Fédération internationale d'haltérophilie et la sélection de la CEI traverse désormais une crise grave. Pourtant, dans les jours précédents, deux de ses membres avaient conquis des médailles d'or, l'Arménien Mikaelson (67,5 kg) et le Moldave Kassapov (75 kg).

piques de la discipline ont été cités dans des affaires de dopage. L'Américain Randy Barnes a dû, lui, regarder la compétition de Barcelone avec le sourire. Son record du monde de la spécialité n'a pas été menacé vendredi. Le vainqueur, qui est également son camarade d'entraînement, s'en est tenu à une distance respectueuse - plus d'un mètre. Randy Barnes pourra récupérer son bien intact dès la fin du mois d'août, quand il en aura fini avec sa suspension pour dopage.

Le cas du lancer du poids est tellement caricatural qu'il en devient risible. Cette avalanche de sanctions, cette baisse générale du niveau des participants sont cependant le signe que la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) a choisi de prendre le risque des scandales, que d'autres sports cherchent encore à éviter, en plaçant certaines de ses disciplines sous haute surveillance. L'IAAF, soutenue par le CIO, a surtout cherché, ces dernières années, à développer les contrôles effectués hors compétition. Elle vient d'en toucher un ultime dividende, après une série inédite de sanctions ces derniers mois, avec le renvoi de Barcelone de l'athlète anglais Jason Livingston. Des traces de stéroïdes anabolisants avaient été repérées dans ses urines à la suite d'un contrôle inopiné, effectué le 15 juillet dernier à l'initiative de la fédération anglaise (le Monde du 1^{er} août). «Baby Ben», ainsi surnommé à cause de sa ressemblance physique avec Ben Johnson, ne courra pas aux côtés de son idole.

Cette affaire montre bien que les Jeux de Barcelone ne sont pas ceux du dopage, explique le prince Alexandre de Mérode, président de la commission médicale du CIO. Les fédérations craignent désormais suffisamment nos contrôles pour ne pas souhaiter envoyer aux Jeux olympiques des athlètes qui pourraient faire scandale en se faisant prendre. Le principe de ces contrôles en extrême se rapproche cependant des vérifications effectuées d'anciens pays de l'Est juste avant que leurs athlètes ne partent sur leur lieu de compétition. «La nouveauté», dit M. de Mérode, est que la plupart des fédérations jouent désormais le jeu: elles rendent publiques les noms des athlètes sanctionnés.

Ces premières victoires, cette volonté nouvelle de l'IAAF de jouer un rôle actif dans la lutte anti-dopage, ne parviendront pas toutefois à effacer tous les doutes sur la régularité des épreuves d'athlétisme. Dans le cas des lancers de poids, l'inflation des athlètes sanctionnés peut également s'expliquer par le fait que, pour développer leur musculature, presque tous utilisent des stéroïdes anabolisants, désormais aisément repérables lors des analyses d'urine. Mais qu'en est-il des nombreux produits qui demeurent indétectables à l'heure actuelle?

JÉRÔME FENOGLIO

Potions



Salle de la première page

Le second, James Doehring, un autre Américain, a appris, qu'il pourrait concourir à Barcelone seulement huit semaines avant l'ouverture des Jeux. Il venait de réussir à faire passer, pour vice de forme, la sanction décidée par la Fédération internationale d'athlétisme. Il n'avait pas revêtu pas pu échapper à une peine de six mois de mise à l'épreuve, imposée par la justice américaine pour sa complicité dans un trafic de stéroïdes anabolisants. Quant à la médaille de bronze, Vladimir Lykho, un membre de l'équipe de la CEI, il a été déclassé des championnats d'Europe de Split, en 1990, et suspendu trois mois après un contrôle positif.

Le concours de Barcelone s'était-il idéalisé à récompenser les brebis galeuses du lancer du poids? La liste de ceux qui ont trébuché aux portes du podium montre qu'il aurait eu du mal à se donner à l'homme totalement sain. Ainsi, le cinquième, le vice-champion olympique de Séoul Ulf Timmermann, a été abondamment cité lors des révélations sur les pratiques illicites dans l'ex-Allemagne de l'Est. Le grand favori de l'épreuve, qui avait finalement échoué à la quatrième place, le champion du monde suisse Werner Günthör, ressemble dès lors à un ange immaculé au milieu d'un tel voisinage. Les arènes du colosse à la crinière blonde n'ont jamais avoué de substances interdites. Il a «seulement» été mis en cause, en début de semaine, par l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. Selon le magazine, Werner Günthör aurait consommé en tout près de 2.000 milligrammes d'anabolisants pour décrocher la médaille de bronze des Jeux de Séoul.

Son entraîneur pouvait hurler à la machination, clamer que l'on cherchait à déstabiliser son athlète

20 kilomètres marche Plaza d'Espagne

Une formidable clameur a tiré, vendredi 31 juillet, la marche de son pudique anonymat: celle qui a accueilli dans le stade un jeune homme désolé, au visage marqué d'un rictus entre bonheur et fatigue. Un Espagnol, qui était offert à son pays sa première médaille d'or en athlétisme. Mieux qu'Espagnol il était Catalan.

Pour Daniel Plaza Montero, cette victoire ressemblait à une double vengeance. Aux derniers championnats du monde, il avait été déclassé, pour avoir couru. Vendredi, en respectant scrupuleusement le carcan de sa discipline, il s'est taillé un triomphe que d'autres lui envieront sûrement.

J. Fa.

OBLIQUES

Inventaire

Il y a eu des prétendants. Popov, qui voulait battre Biondi et qui s'est révolté. Goutsov, Egarzegi, Lin li, des noms, des muses plus ou moins entrants ou connus. Il y a eu des records du monde. Neuf en moins d'une semaine en natation. Et des médailles. Deux cent quatre-vingts en six jours, dont 40 pour les États-Unis, 24 pour la Chine, autant pour l'Allemagne. Et 44 pour cette équipe unifiée, où chacun court pour soi, stratège qui ne donne pas de si mauvais résultats. 280 médailles pour 36 pays sur les 172 engagés, moins l'Afghanistan qui a fini par déclarer forfait.

Il y a eu les hymnes russe, ukrainien, biélorusse, géorgien, moldave et arménien. Il y a eu le tir letton qui a donné à son pays sa première médaille depuis 1936. Et au moins quatre de victoires organisées, le vice-ministre éthiopien de la culture et des sports. Le maire de Sarajevo, qui a versé une larme sur ses installations olympiques de 1984. Quincy Jones et Frédéric Bredin. Jack Nicholson doit arriver et les sponsors se relaient. Il en coûte 108 000 F par cabine sur le Club Med One, un palace flottant français où tout est luxe, calme et volupté. Il y a eu un contrôle anti-dopage sur un prince héritier que le sort avait désigné.

Accélération des cadences

Il y a eu des nouvelles réglementations, une accélération des cadences pour séduire la télé. Les tireurs pleurent encore leur sanglier courant, remplacé par des cibles électroniques, et les escrimeurs sont entrés dans l'ère olympique du sabre à l'électrification. Il y a eu les débuts du badminton, pas tout à fait réussis de ce côté-ci de la terre, mais en Malaisie, on compte sur les frères Sisk pour gagner la première médaille du pays. Il y a eu le parcours du combattant du pentathlon moderne - escrime, natation, tir, course et équitation sur un cheval inconnu. Une invention de Couberlin, impossible d'y renoncer. Il y a eu l'annonce que les derniers marathoniens n'auraient qu'à aller se réchauffer sans tour de cœur, le stade olympique était désigné pour la cérémonie de clôture qui doit aligner

fler une dernière fois au monde que la Catalogne existe et que Barcelone l'a rencontrée. Il y a ceux qui d'ores et déjà proposent de confecturer des autocollants «Freedom for Atlanta».

Il y a eu les performances technologiques. L'hélicoptère, désigné pour signaler la pollution aux «palcoscos» chargés de l'évaluer avant que les navigateurs des Bermudes n'aillent encore protester. Il y a eu la bronche des taxis contre les 5 000 véhicules officiels qui les mettent sur la paille et celle des VIP contre leur nombre insuffisant. Il y a eu le désarroi de la bébé-nageuse néerlandaise qui cherchait un moyen de rejoindre sa maman. L'entraînement de l'équipe allemande derrière un bus en panne. L'émerveillement des 395 000 Barcelonnais qui, en quatre jours, ont pris et repris les nouveaux escalators de Montjuïc.

Travellings sous-marins

Il y a eu l'annonce de l'augmentation du prix du ticket de métro de 10 à 15 % à l'automne. Les 6 000 coups de fil quotidiens depuis le village olympique. Les 50 000 consultations par jour de la banque de données qui procure jusqu'à la biographie des chevaux. Il y a eu des faits divers, la mort par crise cardiaque d'un délégué équatorien. Et un scandale panaméen avec revende abusive de billets.

Il y a eu la petite reine de l'info, la caméra sub-aquatique de la «radio-télévision olympique», un organisme autonome au sein du COOB. La natation se dandine plus qu'on ne croyait. Les travellings sous-marins entre les lignes 4 et 5. Et la caméra périscope, pour la natation synchronisée, qui montre en même temps la tête, l'eau et les jambes. Pour suivre l'athlétisme, il y a 47 caméras, dont l'une sur un rail de 125 mètres sur la toiture du stade, pour ne rien perdre du 100 mètres des têtes. Et une autre encore, la vedette, placée sur une voiturette électrique pour accompagner la course de fond. 12 mètres par seconde, Leroy Burel ne fait pas mieux. Il y a déjà tout cela. Mais pour y mettre bon ordre, les Jeux cherchent un roi.

CORINE LESNES

RÉSULTATS

ATHLÉTISME

MESSEURS
Poids. - 1. Suda (E-U), 21 m 70; 2. Doehring (E-U), 20 m 96; 3. Lykho (CEI), 20 m 94.
20 km marche. - 1. Plaza Montero (Esp.), 1 h 21 mn 45 s; 2. Leblanc (Can.), 1 h 22 mn 5 s; 3. De Benedictis (Ita.), 1 h 23 mn 11 s.

AVIRON

DAMES
Quatre sans barreur. - 1. Canada; 2. États-Unis; 3. Allemagne.
Deux de couple. - 1. Allemagne; 2. Roumanie; 3. Chine.
Deux sans barreur. - 1. Canada; 2. Allemagne; 3. États-Unis; 4. France (Dajoz, Gossel).
MESSEURS
Quatre avec barreur. - 1. Roumanie; 2. Allemagne; 3. Pologne; 5. France (Schulte, Fauché, Lot, Vergnes, barreur, Huguet-Salmon).
Deux de couple. - 1. Australie; 2. Autriche; 3. Pays-Bas.
Deux sans barreur. - 1. Grande-Bretagne; 2. Allemagne; 3. Slovaquie; 4. France (Andrieux, Hollard).

BASKET

MESSEURS
Groupe A. - Angola b. Espagne, 83-83; Croatie b. Allemagne, 98-78; États-Unis b. Brésil, 127-83.
Groupe B. - Porto-Rico b. Venezuela, 96-82; Australie b. Chine, 88-88; CEI b. Libana, 82-80.
Après quatre journées, les États-Unis, la Croatie, la CEI, la Libana, l'Australie et Porto-Rico sont déjà qualifiés pour les quarts de finale. La Chine et le Venezuela sont éliminés.

CYCLISME

DAMES
Vitesse. - 1. Salinas (Est.); 2. Neumann (Aut.); 3. Haringa (P-B); 4. Badmager (Fra.).
Poursuite individuelle. - 1. Roussier (Aut.); 2. Watt (Aus.); 3. Lynne Twigg (E-U); 5. Longo-Ciprelli (Fra.).
MESSEURS
Vitesse. - 1. Fiedler (Aut.); 2. Neivand (Aut.); 3. Hansen (Can.).
Poursuite par équipes. - 1. Allemagne; 2. Australie; 3. Danemark.
Course aux points. - 1. Lombard (Fra.), 44 pts; 2. Van Bon (P-B), 43; 3. Mathy (Bel), 41; 4. Magnin (Fra.), 24.

ESCRIME

MESSEURS
Fleuret individuel. - 1. Omnes (Fra.); 2. Golobitski (CEI); 3. Gregory (Cub.).

GYMNASTIQUE

MESSEURS
Concours général individuel. - 1. Chitchebo (CEI), 59,023 pts; 2. Misoutine (CEI), 58,528; 3. Belenki (CEI), 58,525.

HALTÉROPHILIE

Catégorie 82,5 kg. - 1. Dimas (Gr.), 370 kg (167,5 + 202,5); 2. Simion (Pol.), 370 kg; 3. Samadov (CEI) a refusé la médaille de bronze.

HANDBALL

MESSEURS
Groupe A. - Corée du Sud b. Tchétchélovaïe, 20-19; Islande b. Hongrie, 22-18; Suède b. Brésil, 22-15.
Groupe B. - CEI b. Égypte, 22-18; France b. Allemagne, 23-20; Espagne b. Roumanie, 21-20.

JUDO

DAMES
Catégorie 56 kg. - 1. Blesco (Esp.); 2. Farbrother (G-B); 3. Tateno (Jap.) et Morales (Cub.)... 7. Arnaud (Fra.).
MESSEURS
Catégorie 91 kg. - 1. Kops (Ukr.); 2. Hjos (Nor.); 3. Smaga (P-B); et Chung (Sud-Corée); 5. Carabatta (Fra.).

NATATION

DAMES
200 mètres papillon. - 1. Sanders (E-U), 2 min 8 s 87; 2. Wang (Chine), 2 min 9 s 01; 3. O'Neill (Aus.), 2 min 9 s 03.
200 mètres dos. - 1. Egarzegi (Nor.), 2 min 7 s 08; 2. Hase (Aut.), 2 min 7 s 46; 3. Swenson (Aus.), 2 min 10 s 20.
50 mètres nage libre. - 1. Yang (Chine), 24 s 79 (nouveau record du monde, ancien record 24 s 98); 2. Zhuang (Chine), 25 s 00; 3. Marino (E-U), 25 s 23; 4. Pelyukh (Fra.), 25 s 36 (nouveau record de France, ancien record: 25 s 50).
MESSEURS
200 mètres 4 nages. - 1. Danyil (Nor.), 2 min 0 s 76; 2. Burgess (E-U), 2 min 0 s 97; 3. Corne (Fin.), 2 min 1 s.
4x100 mètres 4 nages. - 1. États-Unis (Rouse, Diebel, Morales, Olson), 3 min 36 s 93 (record du monde égalé); 2. CEI 3 min 38 s 56; 3. Canada 3 min 39 s 68; 4. France (Schott, Vossard, Guitard, Caron), 3 min 40 s 51 (nouveau record de France, ancien record: 3 min 42 s 15).
1500 mètres nage libre. - 1. Parkins (Aus.), 14 min 43 s 48 (nouveau record du monde, ancien record: 14 min 49 s 40); 2. Housman (Aus.), 14 min 55 s 29; 3. Hoffmann (Aut.), 15 min 2 s 29.

TENNIS

Journée noire pour les Français. Chez les hommes, Lacombe a été éliminé par le Mexicain Lavalle (6-4, 3-6, 4-6, 6-3, 10-8). Pierce, Tauziat et Haldor ont subi le même sort chez les dames.

TIR

MESSEURS
Carabine petit calibre trois positions 50 mètres. - 1. Parkins (CEI), 1267,4 pts; 2. Foth (E-U), 1268,6; 3. Koba (Jap.), 1265,9.

AGENDA

THÉÂTRE

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). La Fille sur la banquette arrière : 20 h 45, dim. 15 h 30.
ARTISTIC-ATHEVAINS (45-06-38-02). L'Esprit de la folie : 18 h et 21 h.
BERRY-ZEBRE (43-57-51-55). En Joel : 20 h 30, dim. 15 h 30. Les Champêtres de la joie : 20 h 30.
BOBINO (43-27-75-75). T44-folies : 21 h.
BOUFFES PARISIENS (42-06-60-24). Sans mentir : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.
CAPÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Le Graphique de Boussac : 21 h.
GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Raul : 21 h, dim. 18 h.
COLLEGE NEERLANDAIS (40-78-50-00). La Mère : 18 h 30.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-21). Pétoulet : 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 19 h et 21 h.
CRYPTIC SAINT-AGNES (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Livre d'heures : 18 h 30. Le Roi Lear : 18 h 15, dim. 17 h 30. Les Larmes : 18 h 15.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariage de Figaro : 18 h, dim. 17 h 30. La Moutarde : 20 h, dim. 18 h. Feu la mère de madame : 20 h, dim. 18 h. Mercredi : 20 h 30, dim. 18 h.
GRAND ÉCART (43-20-90-05). Qui va à la chasse... : 20 h 15. Eric Thomas : 22 h.
HÉBERTOT (43-87-23-23). La Vérité sur mon père : 21 h.
HOTEL DE SULLY (44-51-21-50). Coup de chance : 21 h 15.
HUCHETTE (43-28-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. La Petite Prince : 18 h 45. Adieu monsieur Tchékhov : 20 h. La Rue de Tchékhov : 21 h 30. Théâtre rouge. Bersih : 18 h 15. Fau la mère de madame : 20 h. Silence, on bouge ! : 21 h 30.
MATHURINS (42-45-50-00). Les Palmes de M. Schutz : 20 h 30, dim. 15 h.
MÉTAMORPHOSIS (42-81-33-70). Marchand de rêve : 21 h, dim. 18 h.
NICHEL (42-55-35-02). Les Aventures : 21 h.
MICHOUDÈRE (42-42-95-22). La Puce à l'oreille : 17 h et 20 h 30, dim. 18 h.
OLYMPIA (47-42-58-49). C'est relâché : 18 h 30.
POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97). Salle I. Madame de La Carrière : 21 h, dim. 18 h.
PRÉ-CATALAN, JARDIN SHAKESPEARE (43-71-14-20). 28 degrés à l'ombre : 18 h. RENAISSANCE (42-08-18-50). La Juvénat des mémoires : 17 h et 21 h.
SALLE BRASLIA (48-07-20-17). De passion en passion : 20 h 30.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Charité bien ordonnée : 20 h 30.
THÉÂTRE DE DIX-HEURES (45-05-10-17). Prenez garde à toi : 20 h 30. Christian Briand dans Tout est show-biz : 22 h.
THÉÂTRE MAUREL-MICHEL GALABRU (42-23-15-89). Grand David : 20 h 30.
THÉÂTRE DE NESLE (45-34-81-04). Le Bel

Indifférent : 19 h. Douce Violence : 20 h 15.
THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Un jeune homme pressé : On purge bébé : 21 h, dim. 15 h.
TOURTOUR (48-87-82-48). L'Homme sur le parapet du pont : 19 h. Fau la mère de madame : 20 h 30. D'être à deux : 22 h 15.

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALEIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
SAMEDI
 Une histoire du film policier français : L'Homme de Londres (1943), d'Henri Decoin, 18 h 30 ; Panique (1948), de Julien Duvivier, 18 h 30 ; Monsieur Hire (1989), de Patrice Leconte, 21 h.
DIMANCHE
 Une histoire du film policier français : Signé Arsène Lupin (1958), d'Yves Robert ; Arsène Lupin contre Arsène Lupin (1952), d'Edouard Molinaro, 18 h 30 ; Monsieur Parolone (1959), de Christian-Jaque, 21 h.

PALEIS DE TOKYO (47-04-24-24)
SAMEDI
 Le Cinéma américain regarde ses indiens : Danse des esprits Sioux (v.o.), de Ediso ; Les Cheyennes (1964, v.o.), de John Ford, 20 h.
DIMANCHE
 Le Cinéma américain regarde ses indiens : The Indian (1914, v.o.), de Kew et Estlin ; The Battle of Endor (1913, v.o.), de D.W. Griffith ; Custer's last fight (1912, v.o.), de Ince ; The Last of the line (1916, v.o.), de Ince ; The Yagou Cor (1913, v.o.), de D.W. Griffith, 18 h 30 ; Embuscade (1950, v.o.), de Sam Wood, 18 h 30 ; L'Aigle solitaire (v.o.), de Delmer Daves, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
 2, Grande-Galerie porte Saint-Eustache
 Forum des Halles (40-78-62-00)
SAMEDI
 Portraits de Paris : Théâtre : Les Enfants du paradis (1943-1945) de Marcel Carné, 14 h 30 ; Les Enfants du paradis (1943-1945) de Marcel Carné, 16 h 30 ; Chénis d'avant-garde : Le Sang d'un poète (1930-1932) de Jean Cocteau, Entr'acte (1924) de René Clair, L'appartement de la rue de Valenciennes (1973) de Christian Bataille, Rameau Saint-Maur (1987) de Jolibois, 18 h 30 ; Théâtre : Paris nous appartient (1960) de Jacques Rivette, 20 h 30.

DIMANCHE
 Portraits de Paris : L'Amour tout court : Une Histoire d'eau (1968) de François Truffaut et Jean-Luc Godard, Les Moutons de Panard (1956) de Jean Eustache, les questions (1956) de Jean Eustache, les

Vœux de quinze ans (1966) de Jean Rouch. Tous les gosses s'appellent Patrick (1957) de Jean-Luc Godard, 14 h 30 ; L'Amour fidèle : L'Air d'aimer de Dominique Cabré, Une assise longue absence (1950) d'Henri Cobi, 16 h 30 ; L'Amour passion : A la Varenne (1933), Casque d'or (1952) de Jacques Becker, 18 h 30 ; L'Amour calculé : Le Coup du barge (1956) de Jacques Rivette, Les Dames du bois de Boulogne (1944) de Robert Bresson, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-08) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; v.f. : Les Montparnasse, 15 (43-27-62-37).
LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Danfort, 14 (43-21-41-01).
BEZNESS (Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-08) ; 14 Juillet Parnasse, 15 (45-54-46-88) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr., Pol., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-51-55) ; Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).
I WAS ON MARS (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
OPENING NIGHT (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (40-28-12-12) ; Les Trois Lumborg, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
RETOUR À HOWARDS END (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Parnasse, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
THE PRINCE OF THE MAREES (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
PRINCESS BRIDE (A., v.o.) : La Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) ; 17 h 30.
QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF? (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-25-19-09) ; 18 h 30.

LES FILMS NOUVEAUX

LES AVENTURES D'UN HOMME INVISIBLE : Film américain de John Carpenter, v.o. : Gaumont Les Halles, 11 (40-28-12-12) ; UGC Denton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-04-87) ; La Bastille, 11 (43-07-48-50) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaubourg, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
THE PLAYER (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonda, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 6 (43-57-51-55) ; v.f. : UGC Opéra, 6 (45-74-94-94) ; Les Montparnasse, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
TOUTS LES MATINS DU MONDE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Parnasse, 15 (45-54-46-88) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).
VAN GOGH (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-25-19-09).
LE VENT SOMBRE (A., v.o.) : George V, 8 (46-62-41-46).

LES SÉANCES SPÉCIALES
 A TOUTES VITESSES (C. Cinéma, 19 (42-08-34-00).
ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 20 h 10.
LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Danfort, 14 (43-21-41-01) 17 h 20.
BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h.
CÉRÉMONIE SECRÈTE (Brit., v.o.) : Le Champ, 5 (43-54-72-71) 18 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10.
LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).
DIVA (Fr.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h.
DOMANI, DOMANI (It., v.o.) : La Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) 18 h 30.
DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Danfort, 14 (43-21-41-01) 21 h 40.

LES SÉANCES SPÉCIALES
 A TOUTES VITESSES (C. Cinéma, 19 (42-08-34-00).
ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 20 h 10.
LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Danfort, 14 (43-21-41-01) 17 h 20.
BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h.
CÉRÉMONIE SECRÈTE (Brit., v.o.) : Le Champ, 5 (43-54-72-71) 18 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10.
LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).
DIVA (Fr.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h.
DOMANI, DOMANI (It., v.o.) : La Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) 18 h 30.
DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Danfort, 14 (43-21-41-01) 21 h 40.

PARIS EN VISITES

LUNDI 3 AOUT
 «Les salles souterraines nouvellement découvertes des thermes de Cluny», 11 heures, entrée du Musée de Cluny (P.-Y. Jéquier).
 «De la galerie Véro-Dodet au passage Verdeau par le passage des Panoramas», 15 heures, 1 rue du Louvre (Paris souterrain).
 «Tombeaux célèbres du Père-Lachaise», 15 heures, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (P.-Y. Jéquier).
 «Notre-Dame de Paris et son trésor», 15 heures, façade principale, portail central (Monuments historiques).
 «Le quartier juif du Marais. Evocation de la culture juive dans la synagogue de la rue des Tournelles construite par Eiffel», 15 heures, métro Saint-Paul (Paris et son histoire).
 «Promenade de la place des Vosges à la maison parlienne de Jacques Coeur», 17 heures, métro Saint-Paul.
 «Les hôtels célèbres du Marais (Lutèce)», 21 heures, métro Saint-Paul (Lutèce visites).

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Danfort, 14 (43-21-41-01) 21 h 40.
EASY RIDER (A., v.o.) : Cinépolis, 8 (45-33-10-32) 0 h 15 ; La Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) 22 h.
LES ENCHAÎNÉS (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 21 h.
EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 21 h.
FANTASIA (A.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 18 h 30.
HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Bastille, 11 (43-07-48-50) 18 h 30.
HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) 0 h 30.
IN BED WITH MADONNA (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h 20.
LE PRINCE DES MAREES (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 0 h 30.
LES MILLE ET UNE NUITS (A., v.o.) : Accatone, 6 (46-33-86-88) 17 h 30.
LA MORT D'UN MAÎTRE DE THE (Esp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-25-19-09) 17 h 15.
PINK FLOYD THE WALL (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 0 h 30.
POINT BREAK (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 22 h 15.
THE PRINCE OF THE MAREES (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 18 h.
PRINCESS BRIDE (A., v.o.) : La Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) 17 h.
QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF? (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-25-19-09) 18 h 30.

LES GRANDES REPRISES
LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonda, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 6 (43-57-51-55) ; v.f. : UGC Opéra, 6 (45-74-94-94) ; Les Montparnasse, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.) : Sept Parnasse, 14 (43-20-90-05).
UNE VIEILLE SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

LES GRANDES REPRISES
LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonda, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 6 (43-57-51-55) ; v.f. : UGC Opéra, 6 (45-74-94-94) ; Les Montparnasse, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.) : Sept Parnasse, 14 (43-20-90-05).
UNE VIEILLE SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

LES GRANDES REPRISES
LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonda, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 6 (43-57-51-55) ; v.f. : UGC Opéra, 6 (45-74-94-94) ; Les Montparnasse, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.) : Sept Parnasse, 14 (43-20-90-05).
UNE VIEILLE SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

LES GRANDES REPRISES
LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonda, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 6 (43-57-51-55) ; v.f. : UGC Opéra, 6 (45-74-94-94) ; Les Montparnasse, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.) : Sept Parnasse, 14 (43-20-90-05).
UNE VIEILLE SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinépolis, 8 (45-33-10-32) 0 h 15 ; La Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) 22 h.
LES ENCHAÎNÉS (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 21 h.
EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 21 h.
FANTASIA (A.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 18 h 30.
HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Bastille, 11 (43-07-48-50) 18 h 30.
HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) 0 h 30.
IN BED WITH MADONNA (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h 20.
LE PRINCE DES MAREES (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 0 h 30.
LES MILLE ET UNE NUITS (A., v.o.) : Accatone, 6 (46-33-86-88) 17 h 30.
LA MORT D'UN MAÎTRE DE THE (Esp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-25-19-09) 17 h 15.
PINK FLOYD THE WALL (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 0 h 30.
POINT BREAK (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 22 h 15.
THE PRINCE OF THE MAREES (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 18 h.
PRINCESS BRIDE (A., v.o.) : La Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) 17 h.
QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF? (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-25-19-09) 18 h 30.

LES GRANDES REPRISES
LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonda, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 6 (43-57-51-55) ; v.f. : UGC Opéra, 6 (45-74-94-94) ; Les Montparnasse, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.) : Sept Parnasse, 14 (43-20-90-05).
UNE VIEILLE SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

LES GRANDES REPRISES
LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonda, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 6 (43-57-51-55) ; v.f. : UGC Opéra, 6 (45-74-94-94) ; Les Montparnasse, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.) : Sept Parnasse, 14 (43-20-90-05).
UNE VIEILLE SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

LES GRANDES REPRISES
LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonda, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 6 (43-57-51-55) ; v.f. : UGC Opéra, 6 (45-74-94-94) ; Les Montparnasse, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.) : Sept Parnasse, 14 (43-20-90-05).
UNE VIEILLE SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

LES GRANDES REPRISES
LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonda, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 6 (43-57-51-55) ; v.f. : UGC Opéra, 6 (45-74-94-94) ; Les Montparnasse, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.) : Sept Parnasse, 14 (43-20-90-05).
UNE VIEILLE SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Utopia, 5 (43-28-94-55).
LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : Escorial, 19 (47-07-28-04).
LES OUELLISTES (Brit., v.o.) : Utopia, 5 (43-28-94-55).
ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Action Five Gauche, 5 (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-51-55) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14 (36-56-75-14).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Renc-Ingé, 19 (42-96-44-44).
L'ÉQUIPE SAUVAGE (A., v.o.) : Les Trois Lumborg, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
LA FEMME DES SABLES (Lap., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-48).
LE GUÉPARD (It., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
HAIR (A., v.o.) : La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrand, 6 (42-22-87-23) ; Les Trois Lumborg, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
HUSBANDS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-51-55).
L'IMPOSSIBLE MR. BÉBÉ (A., v.o.) : Action École, 5 (43-25-72-07).
INDIA SONG (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-51-55).
JUGEMENT À NUREMBERG (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (42-25-10-30).
LOVE STREAMS (A., v.o.) : Les Trois Lumborg, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
MIDNIGHT EXPRESS (Fr., v.o.) : Sept Parnasse, 14 (43-20-90-05).
MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.) : Utopia, 5 (43-28-94-55).
MOROCCO (A., v.o.) : Racine Odéon, 6 (43-28-19-58) ; Elysées Lincoln, 6 (43-28-19-58).
ORANGE MÉCANIQUE (Fr.) (Brit., v.o.) : Cinépolis, 8 (45-33-10-32) ; Elysées Lincoln, 6 (43-28-19-58) ; Gaumont Gobelin (ex Fauchet), 13 (47-07-05-88) ; Mémor, 14 (43-20-90-05).
LA PARTY (A., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
PETER PAN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (43-33-42-26) ; Ref., 2 (42-38-43-83) ; UGC Montparnasse, 15 (45-54-46-88) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-47-84).

LES GRANDES REPRISES
LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonda, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 6 (43-57-51-55) ; v.f. : UGC Opéra, 6 (45-74-94-94) ; Les Montparnasse, 15 (45-54-46-88) ; 0 h 30.
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.) : Sept Parnasse, 14 (43-20-90-05).
UNE VIEILLE SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

LES GRANDES REPRISES
LES AILES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.) : Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34).
LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonda, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 6 (43-57-51-55) ; v.f. : UGC Opéra, 6 (45

LES FINS D'EMPIRES

sous la direction de Jean-Pierre RIOUX



La prise de Bagdad par les Mongols

Lundi 11 août daté mardi 4

LE RÊVE BRISÉ DE FRÉDÉRIC II
Portrait du fossoyeur de l'empire ■ l'occidentale
par Michel Sot

Mardi 4 août daté mercredi 5

TEMPÊTE MONGOLE SUR BAGDAD
La fin du califat abbasside
par Thierry Blancquis

Mercredi 5 août daté jeudi 6

LA MORT DE TIMOUR LE BOITEUX
Attaquer la Chine: le rêve mortel de Tamerlan
par Pierre Chuvp

Judi 6 août daté vendredi 7

A MEXICO, LES JAMAIQUES SE SONT UNES
La chute de l'« empire » Aztèque
par Serge Gruzinski

Vendredi 7 août daté samedi 8

MOULINAM ET LA POMME D'OR DE VIENNE
Le TMI recule devant la chrétienté d'Occident
par Gilles Veinstein

Samedi 8 août daté dimanche 9 - lundi 10

CHARLES QUINT A YUSTE
Le crépuscule de la grandeur espagnole
par Serge Gruzinski

A LIRE CETTE SEMAINE DANS

Le Monde

Le Monde

RADIO TELEVISION

COUVERTURE RADIO TELEVISION
régionales de FR 3



« Marilyn, son dernier tournage »
un documentaire fascinant
de Ken Turner sur Antenne 2

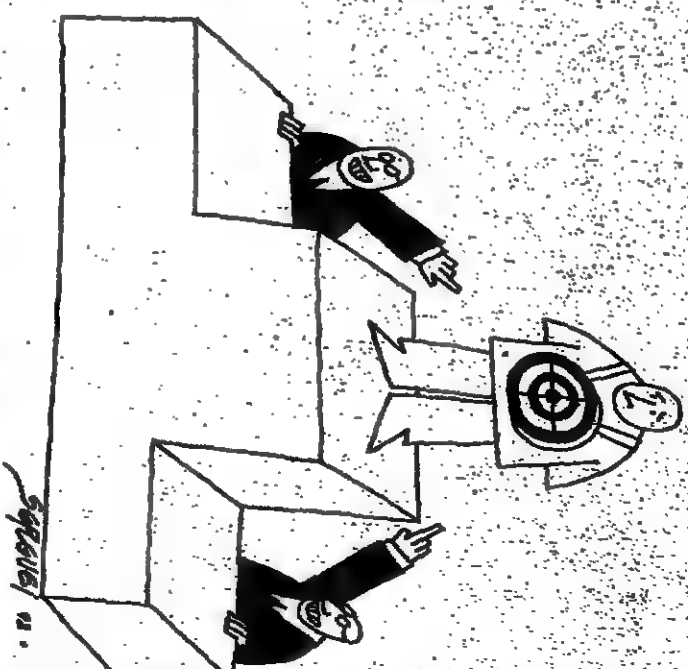
« Vilebamba » : un reportage
sur des centenaires en Equateur
dans le magazine « Montagne » sur FR 3

Les rendez-vous

LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI
<p>3 août</p> <p>20 h 45 THÉÂTRE La Pétite non Le comble Jacques Brel remplace son patron. 22 h 25 MAGAZINE Club olympique</p>	<p>4 août</p> <p>20 h 50 CINÉMA La Revanche L'humour et l'humilité. Il n'y a pas de la... 22 h 35 MAGAZINE Club olympique</p>	<p>5 août</p> <p>20 h 50 TÉLÉFILM Le Secret du capitaine Valmont L'histoire et fin de l'histoire d'une famille d'aristocrates. 22 h 50 MAGAZINE Club olympique</p>	<p>6 août</p> <p>20 h 50 TÉLÉFILM Extrême violence Enquête sur des vols à Miami. 22 h 30 MAGAZINE Club olympique</p>
<p>1</p> <p>20 h 45 TÉLÉFILM Francesca La... 22 h 10 DOCUMENTAIRE L'Amour en France La...</p>	<p>20 h 50 CINÉMA Nuit sans retour Un des plus... de Marilyn Monroe. 22 h 25 DOCUMENTAIRE Marilyn, son dernier tournage Sur le plateau de Sonning's 10 Gifs, réels inédits.</p>	<p>20 h 50 JEUX Jeux sans frontières A Libonne. 22 h 15 THÉÂTRE Cher et poche Un vaudeville signé Feydeau.</p>	<p>20 h 45 DOCUMENTAIRE Des trépas pas comme les autres Aux États-Unis. 21 h 45 SÉRIE Histoires fantastiques 22 h 45 CINÉMA La Charge de la 8^e brigade Le dernier film de Raoul Walsh.</p>
<p>2</p> <p>20 h SPORT Jeux olympiques 22 h 50 TÉLÉFILM Le Pisto Un petit jif élevé par le père d'un prince arabe.</p>	<p>30 h SPORT Jeux olympiques 22 h 50 TÉLÉFILM Le Pisto Sole et fr.</p>	<p>20 h SPORT Jeux olympiques 22 h 50 SÉRIE Les Inconnus Une femme à la dérive.</p>	<p>20 h SPORT Jeux olympiques 22 h 50 CINÉMA Double jeu Une femme à la dérive.</p>
<p>CAVAL</p> <p>20 h SPORT Jeux olympiques 23 h CINÉMA Grenouille Première prestation artistique de... Depend.</p>	<p>20 h SPORT Jeux olympiques 22 h 50 CINÉMA 200 000 dollars en cavale Une... pour le plaisir de l'action et les prouesses des interprètes.</p>	<p>20 h SPORT Jeux olympiques Football : demi-finale. 22 h CINÉMA Double jeu Une femme à la dérive.</p>	<p>20 h SPORT Jeux olympiques Handball et basket-ball : demi-finales. 22 h 30 CINÉMA Big Top Pee Wee La comédie sportive dans la sentimentalité naïve.</p>
<p>3</p> <p>20 h 40 TÉLÉFILM Commando Assassins sont chargés de sauver des otages japonais en 1945. 21 h 45 CINÉMA Rue... Humour Bopha un film de Wilhelm Wyler en 1937.</p>	<p>20 h 40 TÉLÉFILM Présentation des Chaperons Une Blanche occupée par les Indes. 21 h 55 TÉLÉFILM Casanova Chamberlain en...</p>	<p>20 h 40 TÉLÉFILM Père-ami Deux jumeaux d'Amérique. Oupoukou et...</p>	<p>20 h 40 TÉLÉFILM Omi Café Un extraordinaire et très nettement. 22 h 15 SÉRIE La Malédiction du loup-garou</p>
<p>4</p> <p>20 h 40 CINÉMA Charles mort ou vif Fable sur une maîtresse par le... 22 h 10 CINÉMA La tueur était presque parfait Dames... le serveur... la mort.</p>	<p>20 h 40 SÉRIE THÉMATIQUE Père étranger 1^{re} partie : des... d'une... d'une...</p>	<p>20 h 40 DOCUMENTAIRE Festival Martini France La bel... dans le... de l'Italie. 21 h 10 DOCUMENTAIRE Sons de glace Une tournée... de musique contemporaine éléments...</p>	<p>20 h 40 SÉRIE THÉMATIQUE Père étranger 2^e partie : des documentaires sur des destins d'émigrants.</p>
<p>5</p> <p>20 h 40 CINÉMA 6</p>	<p>20 h 40 CINÉMA 7</p>	<p>20 h 40 CINÉMA 8</p>	<p>20 h 40 CINÉMA 9</p>

Eloge du premier venu

par THOMAS FERENCZI



JEAN PAULHAN, dont on vient de publier sous le titre *Traité des Jours* son *premier* choix de lettres écrites entre 1937 et 1945, se défait monarchique. Il justifie sa préférence par « l'absence de Jours et pour le moins paradoxal. La démocratie, expliquait-il, pour principal mérite la placer

confiance dans le premier venu. Or, qu'est-ce qu'un roi, sinon le premier venu, puisqu'il n'est, chose ni à jour ni à gâche, *comme* le serait un dic-tateur, ni *pour* une *raison* ?

Il ne dispute, ni *pour* son *honnêteté*, ni *pour* son *talent*, ni *pour* son *bonheur*. Il veut paraître singulier d'être si banal le moment où l'homme est muet, si l'on *ne* peut *rien* dire, dont il bénéficie, l'apparaît dont est entouré, en prestige que lui est sa fonction. Pourtant, il en juge, par l'intérêt que suscitent auprès des lecteurs ou des télé-spectateurs français les méssau-tures et la famille royale brésilienne, ou celle des héritiers de la principauté de Monaco, il *se* *com-* *me* *les* *piétés* que nous sommes *se* *les* *plus* *proches* *elles*.

Comme lui, ne se distinguant par rien, sinon

On sent l'air de soutenir le **par-**
doxe, à propos des champions sportifs qui,
depuis quelques semaines, occupent
en **fran-**ce, les Jeux olympi-
ques venant après le Tour de France,
de commun, en apparence, entre ces
athlètes d'exception, qui accomplissent sur
un vélo, dans la péniche ou sur un bateau,
des performances dont le premier **fran-**

[illegible]

Les Jeux olympiques renfoient **amis, maîtres, notés, les appartenants à morte univers, ils sont semblables. Ils sont souvent du terroir, ils sont tous cyclistes de choc, Linco, le Breton souriant, jaloux, l'homme fort de Mazanet, le Virelabe, l'homme modeste, ils pourraient que les vôtres ou les camarades et les enfants, ils sont mystère. Leurs parents, leurs femmes les accompagnent quelquefois, nous les rejoignent à l'école. Bref, c'est **Francis** **et** **les** **autres**.**

[illegible][illegible][illegible]

